

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIE

PRIX : 60 centimes

N° 163. — 5 OCTOBRE 1963

EXPLOITONS L'USURE DU REGIME GAULLISTE



(Agip.)

Bientôt un micro
par "yéal"...

**Les voyages présidentiels
font de moins en moins recette**

*Le gouvernement Pompidou
est de plus en plus critiqué*

Mulhouse :

Crise municipale

(Page 2.)

**Union contre
l'insuffisance
de l'équipement
hospitalier**

(Page 7.)

**La semaine
prochaine
T. S. PARAITRA
sur 12 pages**

**De Gaulle
entend profiter
des divisions
de l'opposition.**

**Pour succéder
à lui-même
il ressort tout
l'arsenal du
"nationalisme"**

(Lire page 3)

Echos d'entreprises

PENDANT LES VACANCES

Pendant le mois d'août, mois des vacances et des voyages, les conversations sur les voitures ont redoublé ; et à ce sujet, ceux qui veulent prouver l'amélioration de notre sort font souvent état du fait que les ouvriers qui possèdent une voiture sont de plus en plus nombreux.

Certes, il est vrai qu'aujourd'hui 20 p. 100 des ouvriers ont une auto contre 3 p. 100 seulement en 1936, mais ce qu'il ne faut pas oublier c'est qu'il y a aujourd'hui 50 fois plus d'autos qu'en 1936.

La production s'est accrue considérablement et notre pouvoir d'achat n'a pas suivi ce progrès.

Il est sot de s'extasier sur le fait qu'un producteur réussit parfois à acheter un objet (auto, frigo, télé) qu'il a fabriqué.

Il est juste, par contre, de se scandaliser en constatant que les producteurs peuvent se procurer une si faible partie de leur seul travail.

D'autre part, en dehors des voitures, il est des domaines où les démonstrateurs qui sont si satisfaits de notre sort sont beaucoup plus discrets.

Ainsi, ils parlent très rarement du nombre de fils d'ouvriers qui peuvent aller dans les écoles secondaires puis attendre l'enseignement supérieur. Dans ce domaine, en effet, la progression est nulle.

Mais, avec la bonne conscience des nantis, ils pensent peut-être que le prix d'une voiture pourrait servir à acheter des livres scolaires aux enfants.

Cela peut sembler juste, mais superficiellement.

En fait, l'éducation poussée d'un enfant coûte le prix de plusieurs voitures. Et surtout, le vrai problème est ailleurs.

Il s'agit de procurer des logements où les enfants aient plaisir à travailler.

Il s'agit de donner aux salariés le goût de la culture intellectuelle, c'est-à-dire tout ce qui constitue pour les enfants une ambiance propice à l'étude.

Mais, pour arriver à ce résultat, il faudrait d'abord en finir avec le bricolage obligatoire qu'il faut faire après le travail et le samedi et le dimanche pour joindre les deux bouts. Il faudrait un effort de la nation

dirigé vers l'éducation populaire et non vers la guerre.

On obtiendrait ainsi des salariés aptes à discuter des problèmes de gestion et des questions intéressant l'humanité.

Mais de tels hommes voudraient tenir les leviers de commande. Cela ne conviendrait pas du tout aux patrons qui préfèrent disposer d'être résignés, fêrus seulement de questions sportives et de mécanique automobile.

LES ANCETRES DE NOS COLONELS

« J'ai fait trente-trois ans et quatre mois de service dans les Marines. Je suis passé par tous les rangs, de brigadier à général. Pendant toute la période, j'ai truané, mais très honorablement, je dois dire, au service de la grosse finance, de Wall Street et des banques. J'étais un apôtre du racket capitaliste. J'ai fait régner l'ordre au Mexique, du côté de Tempico, pour que puissent s'y installer, en 1914, les pétroliers américains. J'ai un peu nettoyé Haïti et Cuba pour que nos petits gars de la National City Bank puissent y tirer les profits auxquels ils avaient droit... De 1909 à 1912, j'ai purifié l'atmosphère empoisonnée du Nicaragua pour la Banque Internationale des Brown Brothers. J'ai porté, en 1903, le flambeau de la liberté au Honduras pour que prospèrent nos compagnies fruitières. En 1927, j'ai protégé, en Chine, les intérêts de la Standard Oil. J'étais au service d'un racket épatant... On m'a récompensé... Avancements, médailles, décorations... Quand j'analyse cette période de ma vie, je m'aperçois que j'aurais pu donner quelques tuyaux à Al Capone. Il opérait sur trois villes. Nous, on opérait sur trois continents. »

(Témoignage du Major Général Sundry D. Butler, nov. 1935.)

TOUJOURS LE BEEFSTEAK

Le prix moyen du beefsteak a augmenté de 41 centimes en juillet, soit 3,2 p. 100 en un mois.

Pour maintenir la forme, au retour des vacances, faites du sport... suivez le bœuf.

(Extraits de « L'Étincelle » du Centre de Recherches et d'Essais de Chatou (E.D.F.).

MULHOUSE: Crise municipale

La radio de Strasbourg en a parlé, les journaux locaux, *L'Alsace* et *Dernières Nouvelles* de jeudi et vendredi, y ont consacré de longs articles. De quoi s'agit-il ? Il faut remonter à l'origine de « la collaboration » en mars 1959. On sait qu'à cette époque la S.F.I.O. se déclarait « à l'avant-garde de la V^e République ! » (sic) et ne voulait rien savoir d'une action commune avec le P.C. C'est ainsi qu'à Mulhouse — comme à Colmar d'ailleurs où la S.F.I.O. avait demandé aux élections législatives, au deuxième tour, de voter pour l'industriel Borocco, candidat U.N.R., et participa aux élections communales avec l'U.N.R. et le M.R.P. — il avait été entendu par un accord écrit, que, pour le second tour, la S.F.I.O., le M.R.P. et les indépendants constitueraient une liste commune, les communistes ayant été exclus, a priori, de cet accord.

Le scrutin du 8 mars 1959 donna le résultat suivant : Liste S.F.I.O., 44,15 p. 100 ; M.R.P., 24,54 p. 100 ; U.N.R., 12,05 p. 100 ; indép., 5,76 p. 100 ; communistes, 12,47 p. 100. Au second tour, les communistes recueillirent 19 p. 100 des suffrages, le pourcentage le plus élevé qu'ils aient jamais atteint à Mulhouse. La liste « d'entente » fut élue en entier. Les trente-sept sièges de conseillers furent attribués ainsi : S.F.I.O., 19 ; M.R.P., 11 ; U.N.R., 5 ; indép., 1. Les postes de maire et d'adjoints furent attribués : 4 à la S.F.I.O., 3 au M.R.P., 1 à l'U.N.R. et 1 indépendant.

Mais depuis, la S.F.I.O., devant la politique suivie par de Gaulle, a, comme on le sait fit un virage à 180° et Guy Mollet s'est aperçu du danger du fascisme au moment où... il risquait de ne plus être réélu député, d'où « l'unité d'action » aux dernières élections législatives. Tout cela est trop connu pour que nous insistions.

Aux dernières élections législatives, un inconnu, M. Zimmermann, U.N.R., fut élu député de Mulhouse. Muller (S.F.I.O.) fut battu.

Il semble donc que l'appétit de M. Zimmermann ait grandi depuis qu'il mange au râtelier U.N.R. Le refrain est bien connu : « A nous toutes les places ! » et l'on sait que l'U.N.R.-U.D.T. se préoccupe vivement de préparer, avec l'aide du pouvoir, les élections municipales de 1965, surtout pour les grandes villes.

C'est à cet effet que le comité mulhousien de l'U.N.R.-U.D.T. a pris la décision de se retirer de la coalition municipale étant donné, disent ces messieurs, la position antigulliste

prise par la S.F.I.O. dans son organe *Le Républicain de Mulhouse*.

Cependant, malgré la position de son parti, l'adjoint U.N.R., M. André Seel, refuse d'abandonner son poste d'adjoint au maire ; un autre conseiller municipal U.N.R., M. Hornus, se solidarise avec lui.

Les choses en sont là ! Sans vouloir excuser la S.F.I.O. pour « l'arrangement de 1959 » qui exclut le P.C. (19 p. 100 des voix) de la représentation au conseil municipal, nous trouvons que M. Zimmermann ne manque pas de culot ! A l'heure où son grand patron, le général de Gaulle, a réussi à infliger, en fait de stabilité, 26 p. 100 de hausse des prix en cinq ans, le député U.N.R. de Mulhouse ne pouvant « tolérer » les critiques justifiées de la gestion nationale gaulliste, souligne, dans la coulisse, que les subventions — dont toute ville a besoin — ne peuvent être accordées qu'à des municipalités gaullistes. Il oublie que les subventions de l'Etat proviennent des impôts payés surtout par les salariés de toute nature.

Il faut relever le gant à l'audace de M. Zimmermann et de son comité, il faut répondre par une « unité d'action » totale, par le Front socialiste.

La section P.S.U. de Mulhouse s'y emploiera à fond.

Le billet de Jean Binot

Entre légitimes

Ce monsieur qui se promène à nos frais, à peine escorté par quinze mille porteurs de pétoures, a donc réaffirmé que sa légitimité remonte à vingt-cinq ans — pas plus. On est modeste ou on ne l'est pas.

Mais s'il est vrai, comme l'estiment les théologiens, que l'on atteigne à sept ans l'âge de raison, je puis affirmer, moi, que je suis depuis quarante-cinq ans légitimement républicain.

J'ai donc l'antériorité sur ce monsieur qui se permet avec son mépris de fer de m'appeler Gustave, Théodule ou Hippolyte — et pourquoi pas Charles ou Philippe ?

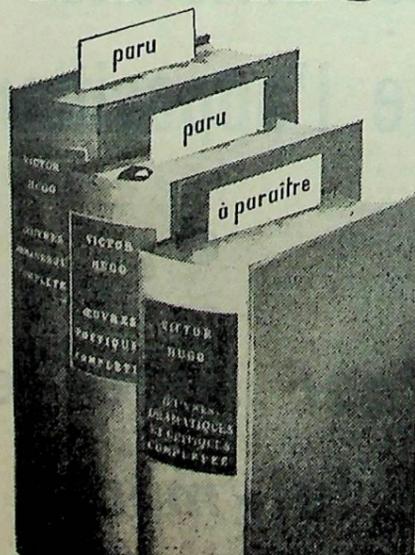
Et je voterai on ne peut plus légitimement pour un républicain de mon espèce, non pour ce militaire si peu civil.

TRIBUNE SOCIALISTE

offre à ses lecteurs à des conditions exceptionnelles le 3^e volume des

ŒUVRES COMPLÈTES DE VICTOR HUGO

à paraître prochainement.



Nous sommes heureux d'informer nos lecteurs que le 3^e volume de l'édition monumentale des ŒUVRES COMPLÈTES DE VICTOR HUGO en 4 volumes va paraître prochainement. Après les ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES (tome I), les ŒUVRES ROMANESQUES COMPLÈTES (tome II), voici le tome III : ŒUVRES DRAMATIQUES ET CRITIQUES COMPLÈTES qui forment un volume de la même importance que les deux premiers (1600 à 1800 pages format 21 x 27, reliure pleine toile, titre or fin, tranche supérieure dorée) comprenant tout le théâtre de Victor Hugo, non seulement *Hernani* dont la « première » fut le 14 Juillet de la révolution romantique, *Ruy Blas*, dont les récentes représentations à la Comédie-Française ont rappelé l'éternelle jeunesse, le délicieux Théâtre en liberté et toutes les autres grandes pièces, mais une foule d'œuvres inachevées réunies sous le titre de « Comédies Cassées » : les *Jumeaux*, les *Dieux*, les *Étudiants*, les *Mômes*, qui seront une révélation pour beaucoup. A ce monument que constitue l'œuvre dramatique de Victor Hugo a été jointe toute son œuvre critique, ses *Journaux Intimes* et — ce qui est une des originalités de ce nouveau volume — les extraordinaires « Comptes-rendus des Tables Tournantes de Guernesey », illustrés d'une vingtaine de pages de dessins faits par la table tournante.

Nous rappelons que nous pouvons offrir à nos lecteurs les deux premiers volumes parus, actuellement en cours d'épuisement : poésies complètes et romans complets, aux conditions exceptionnelles suivantes :

1^o) 10 versements mensuels de 13,50 F. pour chaque volume vendu séparément, ou 3 versements mensuels de 42 F., ou 120 F. comptant.

2^o) 10 versements mensuels de 26 F. les deux volumes pris ensemble, ou 3 versements mensuels de 80 F. ou 228 F. comptant.

En ce qui concerne le 3^e volume : les ŒUVRES DRAMATIQUES ET CRITIQUES COMPLÈTES, volume qui, du fait des hausses considérables subies par l'industrie du livre, sera offert à la mise en vente au minimum à 135 F. comptant et à 150 F. en 10 versements, nous pouvons faire bénéficier nos lecteurs d'un prix de souscription privilégié qui leur permettra

de l'avoir au même prix que les précédents volumes : soit 13,50 F. par mois pendant 10 mois, 42 F. par mois pendant 3 mois ou 120 F. comptant. Il leur suffira, pour bénéficier de ce prix de souscription, de remplir le bon ci-contre (paragraphe 2) et de joindre à leur envoi la somme de 13,50 F. par chèque bancaire ou postal ou mandat. Mais attention ! nous ne pourrions faire bénéficier nos lecteurs de ce prix de souscription que jusqu'à la mise en vente du volume, mise en vente qui doit s'effectuer en principe en Novembre mais peut avoir lieu à une date plus rapprochée. N'hésitez donc pas à envoyer immédiatement votre souscription à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris VII^e.

L'ENTHOUSIASME DE LA PRESSE

LES ŒUVRES POÉTIQUES
Magnifique volume (COMBAT)... la Grande Encyclopédie du lyrisme français (LIBÉRATION)... une extraordinaire édition (JOURS DE FRANCE)... inépuisable recueil (FIGARO)...

LES ŒUVRES ROMANESQUES
Un exploit à la vraie mesure de Victor Hugo (PARISIEN LIBÉRÉ)... une révolution dans l'édition (JOURS DE FRANCE)... c'est monumental (L'INFORMATION)...

BON A ADRESSER à la LIBRAIRIE PILOTE (Service Littéraire de TRIBUNE SOCIALISTE) 30 rue de Grenelle, Paris. (Cocher les cases précédant les formules adoptées et biffer les mentions inutiles.)

1 - Veuillez m'adresser LES ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES LES ŒUVRES ROMANESQUES COMPLÈTES DE VICTOR HUGO que je réglerai en 1 3 10 versements.

2 - Je souscris aux ŒUVRES DRAMATIQUES ET CRITIQUES DE VICTOR HUGO. Veuillez trouver ci-inclus, libellé au nom de la Librairie Pilote.

Chèque bancaire chèque postal compte Librairie Pilote N°13.905-31 PARIS mandat de 13,50 F. Ce versement me donne droit au prix exceptionnel de souscription : je réglerai le solde après livraison soit 106,50 F. en un versement 3 versements de 37,50 F. 9 versements de 13,50 F.

NOM
Adresse habituelle (ne pas donner votre adresse de vacances)

N° CCP ou bancaire

T.S. 9
Signature

La meilleure carte de De Gaulle : les divisions de l'opposition

Il serait assurément exagéré d'affirmer que le voyage de de Gaulle dans la vallée du Rhône est un grand événement politique. Mais il n'est pas excessif de dire qu'il fera date dans l'histoire du régime : jamais plus de Gaulle ne verra devant lui les foules qu'il avait pris l'habitude de voir, jamais plus les déplacements présidentiels ne se feront dans l'atmosphère du gaullisme triomphant. Le charme est rompu.

Qui peut en être surpris ? Certains inconditionnels sincères sans doute, qui ont cru au mythe du rassemblement par l'homme « qui ne fait pas de politique, qui est au-dessus des partis, qui ne s'est imposé que par son prestige ». Mais pour quiconque veut bien pratiquer un minimum de réflexion, cette évolution était prévisible et inévitable : devenant chef politique, associant son nom à des actes et des choix de nature politique, de Gaulle devait fatalement cesser d'être le personnage sous les traits duquel il s'est présenté pour conquérir le pouvoir. Il apparaît désormais à un nombre de plus en plus grand de Français tel qu'il est en réalité : un chef de parti et, comme tel, il se heurte à des oppositions.

Il est significatif que, des quatre départements visités, la Drôme soit celui qui lui a réservé l'accueil le moins froid. La Drôme, c'est le Vercors, ce sont les souvenirs de la résistance qu'il a toujours été si habile à exploiter. L'homme qui a été un peu plus acclamé dans cette région que dans les autres, c'est l'homme d'un passé plus que l'actuel président de la République.

Partout ailleurs — la R.T.F., elle-même, n'a pu le passer complètement sous silence — les foules ont été beaucoup moins nombreuses qu'auparavant et, dans ces foules, la proportion de simples curieux très élevée par rapport au nombre total de présents. On le constatait aisément

lorsque, pour la dernière journée, les caméras de la télévision parcouraient l'assistance de la place des Terreaux, à Lyon : les salves d'applaudissements faisaient long feu.

S'agit-il d'une baisse passagère de popularité, explicable seulement par le « Plan de stabilisation », par les mauvaises récoltes, le mécontentement paysan ? Certainement pas. Le mouvement est continu. A mesure que le régime dure, les Français découvrent qu'après tout la fameuse stabilité politique dont le gaullisme s'enorgueillit ne nous vaut pas d'être gouvernés avec beaucoup plus de continuité, de fermeté, de persévérance que du temps des éphémères Laniel ou Bourges-Maunoury. En quoi le changement d'institutions politiques a-t-il servi à mettre fin à la course des salaires et des prix ? Nous vaut-il une fiscalité plus équitable ? Des rentrées scolaires moins désordonnées ? Moins d'anarchie dans la distribution ? Le régime s'use moins vite sans doute qu'un ministère de la IV^e République parce qu'il s'est protégé en se débarrassant de tout contrôle démocratique, mais il s'use tout de même.

Gardons-nous d'en conclure qu'il n'y a qu'à patienter et laisser faire le temps. Cet attentisme de l'opposition serait extrêmement dangereux. De Gaulle et les gaullistes feront tout pour s'accrocher au Pouvoir. Dans la mesure même où ils sentiront une baisse de popularité, ils multiplieront les initiatives pour continuer à paralyser toute opposition. De Gaulle ne peut envisager la perspective d'un retour à Colombey après un échec à un référendum ou à une élection présidentielle.

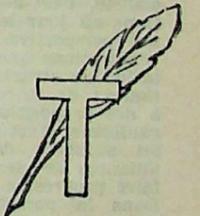
Si on laisse de côté l'atmosphère de ce dernier voyage, les discours prononcés à cette occasion n'ont pas apporté beaucoup d'éléments nouveaux.

On note simplement les formules — va-

gues, équivoques, comme toujours — qui semblent confirmer que de Gaulle cherche à faire prolonger son mandat. Il est même probable qu'il n'attendra pas l'échéance normale et qu'il voudra brusquer, d'une façon ou de l'autre, cette opération, de manière à devancer les préparatifs de ses adversaires.

En politique internationale, rien de bien neuf non plus. Mais nous devons, sur ce point aussi, prendre garde aux pièges. C'est peut-être, en effet, sur ce terrain que de Gaulle est le plus fort. D'abord parce qu'il exploite, sans aucune retenue, des sentiments élémentaires de nationalisme, de xénophobie, d'orgueil national : « Nous devons être maîtres chez nous, personne n'a d'ordres à nous donner, nous ne voulons être les satellites d'aucune nation », etc. Mais aussi parce que, dans une certaine mesure, sa critique d'un accord entre les « deux grands » et d'une consolidation de leur puissance comporte une part de vérité. Mais ce qu'il convient de ne pas perdre de vue et plus encore de répéter, c'est le caractère purement négatif et irréel de la politique internationale du gaullisme. Etre anti-américain, être anti-russe, être anti-anglais, tout à la fois, se moquer de l'O.N.U., ce n'est pas éminemment constructif.

Aussi le bilan de la situation politique française, tel qu'on peut le dresser après cette sorte de sondage qu'a constitué le dernier voyage, n'est-il pas simple. De Gaulle et son régime s'affaiblissent. Mais on sait comment ils s'y sont pris pour s'installer et de quels moyens ils ont usé pour se consolider. Ils n'hésiteront devant rien pour se maintenir. Contre eux, il n'y aura pas de victoire sans un rude combat.



LE RASSEMBLEMENT D'EVIAN

Efforts pour ressusciter le cartel des NON

Les hasards du calendrier ont voulu que le voyage de de Gaulle se déroule au moment même où se réunissait un congrès d'opposants : Rassemblement démocratique et parti radical tenaient leurs assises à Evian tandis que de Gaulle parcourait quatre départements.

On n'a pas eu beaucoup plus de surprises d'un côté que de l'autre. Le barrage à l'opposition des radicaux et des quelques formations groupées autour d'eux était déjà un fait acquis depuis plus d'un an. Un seul élément un peu neuf : on se préoccupe davantage aujourd'hui dans ces congrès de la prochaine élection présidentielle et on cherche les moyens de rassembler les opposants.

Il faut bien dire qu'à cet égard le congrès d'Evian n'est pas très positif. D'abord, il ne pouvait guère en être autrement. Ceux que nous y avons entendu dénoncer les méfaits

du régime n'ont malheureusement pas beaucoup de titres à susciter un grand élan de confiance populaire. Il ne s'agit pas, à coup sûr, de pratiquer une stupide démagogie contre les « anciens » et les « revenants ». Mais force est de constater — et l'opinion populaire le constate spontanément — que les vedettes d'Evian sont des antigauillistes de fraîche date. Si Maurice Faure, Billières, Monnerville et quelques autres n'ont pas fait état de leur opposition à de Gaulle en 1958, ce n'est pas par un respectable sentiment de modestie sur leur clairvoyance ou leur fermeté politique. Tous ont voté oui jusqu'au dernier référendum exclusivement. Ils sont pour de Gaulle des adversaires aussi vulnérables qu'il peut les souhaiter. Quant à l'opposition d'hommes comme André Morice, Bernard Lafay, également présents à Evian, on sait bien qu'elle tire son origine davantage de leur attachement aux thèses de l'Algérie fran-

çaise qu'à de nobles préoccupations de défense démocratique.

Il ressort enfin des congrès du parti radical et du rassemblement démocratique que ces formations n'ont pas tiré la leçon de l'échec du « cartel des non » au référendum d'octobre 1962 et aux élections de novembre. Maurice Faure, doublement réélu président, a marqué les contours du rassemblement qu'il souhaite pour faire face à de Gaulle : ce qu'il souhaite, c'est une entente avec la S.F.I.O., le M.R.P. et ceux des « indépendants » forcés eux aussi à l'antigaullisme. Sans doute a-t-il l'espoir que le P.C. se contenterait de rallier finalement cette opposition et de lui apporter un soutien sans condition. Cette construction est évidemment bien fragile. Le M.R.P., aux dernières nouvelles, est toujours dans l'attentisme : il n'abandonnera le régime que lorsqu'il deviendra trop dangereux pour lui de ne pas s'en séparer.

Enfin, il est évident que, quel que puisse être le programme d'un tel rassemblement, à supposer qu'il se fasse, il apparaîtra inévitablement comme un retour à des hommes et à des combinaisons du passé qui portent les responsabilités de l'échec de la IV^e République et de l'arrivée de de Gaulle au pouvoir.

Il faut bien constater donc qu'aussi longtemps qu'il n'y aura pas d'autres perspectives d'opposition à de Gaulle, celui-ci, malgré son affaiblissement, conservera encore d'excellents atouts. Le seul moyen d'exploiter les chances qu'offre l'usure du régime gaulliste, c'est de réaliser ce rassemblement de type nouveau que le P.S.U. s'est attaché à définir dès sa constitution. Mais le temps presse : de Gaulle a bien laissé entendre qu'il voulait prendre de vitesse ses adversaires.

Pierre Luquet.

Table ronde sur les alliances du PSU

Le point 3 de l'ordre du jour du Congrès sur lequel nous avons à confronter nos opinions aujourd'hui a été choisi par le Conseil national de juin comme devant être le plus important du congrès national des 8-11 novembre. La définition « de notre stratégie d'unité, des alliances à réaliser dans la perspective de Front socialiste et des rapports entre le Parti et les syndicats » pose, d'une part, les problèmes d'application d'une décision du 1er congrès du P.S.U., celui de Clichy ; d'autre part, l'inscription, dans une réalité plus récente, du courant unitaire qui se développe en France actuellement, de la volonté politique de notre parti. Il ressort, des textes reçus, et c'est ici que la table ronde s'insère non comme débat académique mais comme contribution à la clarification recherchée, qu'à ce stade de la discussion, des points demandent éclaircissement. Ces points, la commission les a dégagés : but des alliances, court et long terme ; types d'alliance ; avec qui se font les alliances ; stratégie et tactique à l'égard des syndicats.

Nous allons donc aborder le premier point : but des alliances qui pose le contenu de l'unité, le court et le long terme.

Gontcharoff (Seine - Banlieue). — Quand on parle du but des alliances, il faut bien distinguer deux plans : On peut s'allier, en effet, dans l'immédiat, sous toutes les formes possibles d'opposition au régime gaulliste ; et on peut, d'autre part, rechercher des alliances dans le but de préparer l'après-gaullisme, dans le but de forger, dès maintenant, l'alternative au régime ; et selon qu'on insiste, sur le plan immédiat ou sur le plan plus lointain, je pense que des nuances doivent être introduites. D'autre part, les perspectives ne sont pas opposées fondamentalement : la tactique quotidienne que nous adoptons pour la lutte contre le gaullisme chaque fois qu'une possibilité tactique nous est offerte doit nous servir à une lutte immédiate, mais avec derrière la tête l'idée que cette lutte doit être intégrée à notre perspective plus lointaine de lutte contre le gaullisme.

Cette tactique va nous conduire à des actions limitées, diversifiées avec des partenaires différents au jour le jour, à lutter contre le régime gaulliste ; mais nous ne devons jamais perdre de vue qu'en même temps nous devons mettre en œuvre la perspective du Front socialiste, c'est-à-dire profiter de nos actions au jour le jour pour faire avancer nos perspectives plus lointaines, des revendications quotidiennes vers la contestation de structures économiques et politiques ; de la contestation des structures à des propositions concrètes sur l'après-gaullisme. C'est seulement en faisant que les alliances d'aujourd'hui servent aux alliances de demain que nous pourrions faire progresser l'idée de Front socialiste. Dans la perspective purement actuelle nous pouvons passer, avec des courants tels qu'ils existent, un certain nombre d'accords pour des luttes précises, en général avec les états-majors existant du P.C., de la S.F.I.O., des syndicats et d'un certain nombre de mouvements de masse ; notre perspective étant plus lointaine, nous souhaitons déborder du plan quotidien pour déboucher sur une contestation des appareils mollétistes et thoreziens pour que l'alternative au gaullisme que nous proposons ne soit pas limitée à ce que ces appareils en conçoivent aujourd'hui mais pour que nous les obligations à dépasser, par une sorte de renouveau du socialisme, leur propre conception.

DANS QUEL BUT ?

Christiane Mora (I.-et-L.). — Lorsqu'on parle du but des alliances d'un parti, on se réfère aux buts de ce parti lui-même. Tous les camarades sont, de plus en plus, persuadés que notre but est l'instauration d'une démocratie socialiste. Nous avons pour but, tout d'abord, d'éviter que les erreurs du passé se renouvelent. Ces erreurs ont été : 1°) que les forces de gauche ont, souvent, passé alliance avec des partis qui n'étaient pas des partis socialistes ; 2°) les programmes de réforme établis par des gouvernements qui ont voulu instaurer une démocratie n'ont pas été assez précis et, en particulier, n'ont pas distingué, dans la pratique, les réformes liées à la production, à l'évolution normale d'un régime économique moderne. Ces réformes se posent dans les mêmes termes à un régime capitaliste et à un régime socialiste. Elles ne sont pas fondamentales. Par contre, aucun régime capitaliste, même moderne, ne pourra accorder les réformes qui marquent la séparation entre ce qu'on peut attendre d'un régime capitaliste et ce qui sera le propre d'une démocratie socialiste. Il est utile et indispensable, pour le P.S.U., de distinguer, dès le départ, de quelles réformes il entend se faire le champion. En examinant les erreurs du passé et les conditions actuelles de notre lutte, nous devons distinguer obligatoirement et surtout sur le problème des alliances deux

positions, une première : plongeons-nous d'abord dans le concret, puis nous verrons bien, sur ces positions, avec qui nous nous alliions ; une autre, au contraire : il faut, d'abord, saisir le courant fondamental à l'heure actuelle, qui jouit de conditions favorables, qu'il nous faut orienter vers une transition socialiste. Entre ces deux positions réside finalement tout le problème. La différence c'est que si nous plongeons dans le concret, si nous commençons par définir les objectifs prioritaires pour agir d'abord, rien n'est changé. Dans les régions où le Parti marche bien, les militants travaillent, ils sont présents dans toutes les actions. On voit le résultat. Cela parce qu'en définitive, il n'y a pas d'orientation du parti. Cette orientation est indispensable dans le problème du but de nos alliances. Nous ne pouvons plus la définir si nous jouons le jeu des états-majors de partis traditionnels : si nous sommes partout en tant que P.S.U., sans avoir, auparavant, défini l'originalité de notre position. La seule chose qui manque, à l'heure actuelle, à la gauche française et, par conséquent, la seule position originale que nous puissions prendre c'est, justement, de dire ouvertement, publiquement : le P.S.U. ne veut pas être un troisième parti de gauche, il est là pour réaliser l'unité de la gauche, une unité qui rencontre, à l'heure actuelle, des conditions favorables, le P.S.U. est là, en ce moment, pour éviter que se reproduise le cartel des « Non », pour éviter que le banquet des 1.000 apparaisse comme la seule opposition possible au gaullisme, c'est son but immédiat. Par conséquent, les alliances ne sont pas des alliances tactiques du sommet, c'est ce que nous discutons aussi bien à la base que dans les comités d'entreprise, qu'aux échelons fédéraux, nationaux. C'est là ce que l'on a appelé la politique de contrat. Que signifie le mot politique de contrat ? Simplement un mot d'ordre qui regroupe un certain nombre d'idées. Il n'y a pas de conscience de classe à l'état spontané, pas de conscience révolutionnaire. Cette conscience il faut la créer. Cela ne signifie pas simplement profiter des faiblesses du régime gaulliste. Nous la créerons en travaillant et en proposant des conditions d'unité à la base aussi bien qu'au sommet. Deuxième idée : cette unité peut se réaliser entre les forces de gauche, elle ne sera durable que sur un programme minimum des réformes fondamentales dont je parlais au début. Il est bien évident qu'elles ne seront pas acceptées par des formations qui sont plus proches de la droite, ce qui, par conséquent, réduit le nombre des organisations avec lesquelles nous pouvons travailler.

Chevallier (Rhône). — A mon avis, on peut distinguer trois stades dans ce qu'on appelle les alliances : les actions communes sur les objectifs relativement restreints ; une unité d'action sur ce qui pourrait constituer, par exemple, nos objectifs prioritaires, c'est-à-dire l'unité d'action qui serait à moyenne échéance ; enfin, une alliance de front socialiste, qui regrouperait les organisations politiques, syndicales, sociales, voulant une transformation de caractère socialiste.

Le problème des alliances dans le Parti se présente d'une manière légèrement différente de celle qu'indiquait Christiane ; les options sont plutôt entre ceux de nos camarades qui pensent que les actions sont un moyen de réaliser nos buts, c'est-à-dire l'instauration du socialisme et les camarades qui ont tendance à considérer que les alliances sont, en quelque sorte, une fin. Le rôle essentiel du P.S.U. est alors de faire l'unité de la gauche, rôle de courtier entre les organisations pour orienter ces organisations dans une certaine direction. Quand on pose le problème d'une action autonome du Parti à tous les niveaux, on constate que le but du P.S.U. est de réaliser un programme de transition qui ne peut être réalisé qu'en fonction des circonstances actuelles ; le problème c'est de faire renaitre la conscience politique ; faire évoluer le P.C. et la S.F.I.O. parce rien ne se fera en France, sur le plan socialiste, sans cette évolution. Pour y parvenir, le P.S.U. doit répondre aux questions posées par la société contemporaine : partir de la conscience politique actuelle des masses pour la porter à un niveau supérieur par l'intermédiaire d'un programme de transition. L'évolution du P.C. et de la S.F.I.O. ne se fera pas de l'extérieur en leur proposant un programme qui prétendra résoudre toutes leurs difficultés mais, au contraire, dans la mesure où nous serons capables de prouver que nous pouvons répondre précisément aux questions qui se posent par la société contemporaine.

Debarge (au nom d'un groupe de camarades). — Aborder le problème des alliances c'est, à la fois, tenir compte de la situation et prendre des initiatives. Il apparaît assez vite que le Parti Socialiste Unifié se doit de désigner un programme original à proposer aux autres formations politiques socialistes comme la S.F.I.O. et le P.C. ou à vocations sociales comme les organisations syndicales ; il nous faut, au grand jour, provoquer, avec l'intention d'obtenir un accord plus général, rapidement quelque chose qui parle d'une alternative socialiste. La discussion sur les points précis doit exister également ; il faut la lier à

des perspectives d'action immédiates, cela permettant de conférer à l'unité qu'il peut s'en dégager non pas le vague caractère d'une discussion à caractère protocolaire mais, bien au contraire, de nous donner un maximum d'efficacité.

Favre-Bleibtreu. — Le Parti se définit lui-même comme parti révolutionnaire qui lutte pour l'instauration d'une société socialiste. C'est la phrase d'introduction de ses statuts. La particularité du P.S.U. c'est qu'il la prend au sérieux, cette définition qui est inscrite dans les statuts d'autres organisations. C'est à partir de ce point de vue que nous pouvons discuter des problèmes du court et moyen terme, de l'action autonome du Parti et de sa volonté de ressouder un certain front du mouvement ouvrier.

La tactique d'un parti socialiste véritable se subordonne à sa perspective de transformation socialiste de la société. Elle en est le sous-produit. Le programme de la transition vers le socialisme est un premier élément qui définit pour nous le contenu de l'alliance. La question clé du programme de transition n'est autre que le problème de l'Etat, de la nature de classe de l'Etat. C'est cela qui définit la validité d'une alliance de Front socialiste.

L'action autonome du Parti est indispensable ; les réussites d'action feront progresser la conception d'une alliance vers le socialisme. Mais l'action n'aurait aucun avenir si le P.S.U. se considérait comme le porteur de toutes les réalités à venir du mouvement ouvrier français et que sa croissance numérique réglerait tout.

Le P.S.U. doit agir pour surmonter les divisions qui brisent l'action unique du mouvement ouvrier depuis de longues années et le paralysent, les désaccords qui sont étrangers aux intérêts réels des travailleurs. C'est-à-dire qu'il ne s'agit pas de trouver le moyen terme entre le point de vue du P.C. et celui de la S.F.I.O. ou de tel ou tel syndicat pour essayer de les faire recoller ensemble (en quoi nous jouerions en vain le rôle de courtier), mais de trouver, dans l'action et dans la définition des objectifs, le moyen de dépasser les contradictions qui ne reflètent pas les intérêts véritables des travailleurs. L'objectif de l'alliance de Front socialiste est, en effet, de mettre en mouvement les forces qui sont susceptibles de transformer la situation, c'est-à-dire les masses travailleuses sur le plan des villes et des campagnes. La classe des travailleurs de la ville et de la campagne peut, effectivement, créer la situation nouvelle qui fera changer le cours des choses et poser en termes nouveaux la question du pouvoir d'Etat.

C. Mora. — Je désire préciser à Chevallier que la politique de contrat ne vise pas à faire des alliances une fin en soi. L'unité de la Gauche, c'est-à-dire des partis, des forces socialistes, des syndicats, est une fin ; on la manque quand on se contente de faire des actions uniques. L'unité d'action, sans cesse renouvelée et sans cesse dissoute, est infiniment différente de ce que peut être la réalisation de l'unité.

QUEL TYPE ET AVEC QUI ?

L'animateur. — Nous avons déjà très largement abordé le point II : le type d'alliance que nous attendons.

Nataf (4^e section). — La question des alliances est mal posée. Le but des alliances, c'est de faire notre propre politique et d'obtenir qu'elle soit faite. C'est un aveu d'impuissance, puisque le but d'un parti est de voir réaliser ces objectifs tout seuls, ces objectifs entiers. Si on fait des alliances, on est obligé d'accepter des concessions, et ces concessions nous privent de la liberté d'action, de la liberté de critique. Le seul type d'alliance que nous devons faire, ce sont des alliances très provisoires, lâches, qui nous laissent une liberté d'action entière, liberté de critique entière, et sachant que c'est des compromis que la situation politique nous oblige à faire. Pour faire ces alliances, il faut montrer que nous sommes forts, et pour montrer que nous sommes forts, il faut, dans une certaine mesure, savoir travailler seuls. Le P.S.U. ne doit pas s'engager jamais définitivement avec des partenaires comme la S.F.I.O. qui est réactionnaire aux objectifs que nous avons, et avec le P.C. qui est contre-révolutionnaire et qui a toujours immobilisé les masses.

G. Gontcharoff. — Le problème des types d'alliances peut être abordé uniquement en partant d'une analyse de la réalité d'aujourd'hui : il y a déjà des alliances, et une tentative d'alliances qui se font sans nous, et de la part du P.C. et de la S.F.I.O., certainement avec satisfaction que nous n'y soyons pas. Le rêve que quelques camarades du P.S.U. avaient pu avoir que nous serions les catalyseurs ou les courtiers de la gauche est un rêve. Comment pouvons-nous être dans ce courant d'unité pour l'orienter selon nos objectifs. Les alliances qui s'amorcent sans nous sont en effet de type traditionnel ; défensives (pour la défense des libertés fondamentales), de type électoraliste (avec la perspective des élections présidentielles, des municipales ou d'un référendum) ; nous ne pouvons nous satisfaire, nous, P.S.U., d'alliances de ce type dont nous connaissons les limites. Autre fait : ces alliances se font au niveau des états-majors existants des par-

tis, leur apportant dans une certaine mesure un ballon d'oxygène. En aucun cas, notre action à nous, dans l'alliance, ne doit être un appui apporté aux formes de socialisme que nous estimons dépassées, puisque nous apportons quelque chose d'autre et de neuf. Or, le P.S.U., en l'état actuel de ses forces, ne peut prétendre être le maître de la manœuvre. Autre difficulté, je ne crois pas que la situation soit mûre actuellement pour un accord global des représentants des partis de gauche traditionnels sur les points, grammaticaux concernant tous les points, qui nous permettrait de nous lier ensemble dans un contrat pour le court comme pour le moyen terme. Si nous nous mettons autour d'une table, nous risquons de nous laisser entraîner à abandonner l'originalité de notre position, soit à accepter des formules vagues de caractère défensif traditionnel. D'ailleurs, comment faire confiance à ces états-majors qui, dans le passé, ont déjà violé un certain nombre de promesses ? Ils signeront n'importe quel catalogue, mais qu'est-ce qui nous donne l'assurance que le contrat ne sera pas le lendemain un chiffon de papier que la direction thorezienne ou la direction mollétiste balayera. Ils n'en ont pas à une habileté de vocabulaire près.

En fait, un certain nombre de problèmes mûrissent, à propos desquels nous devons proposer à nos partenaires des actions immédiates qui feront tâche d'huile et permettront de populariser peu à peu nos idées sur la transition, sur l'alternative socialiste au gaullisme. J'ajoute qu'il ne peut y avoir pour le P.S.U. d'alliances prioritaires : nous faisons un certain nombre de propositions sur les termes concrets que nous avons à définir, et nous marchons avec ceux qui veulent bien dialoguer avec nous sur ces points particuliers en tâchant à chaque fois d'élargir au maximum le cercle.

Démarrer à partir du possible pour entraîner de plus en plus de monde vers notre perspective lointaine, c'est ce que nous avons fait dans la dernière période de la guerre d'Algérie, malgré notre faiblesse en nombre. En descendant dans la rue le 1^{er} novembre à la place Clichy, les premiers et les seuls, nous avons mis en route la machine de contestation des directions tant politiques que syndicales, processus qui a fait tâche d'huile et a contraint les autres à venir sur nos positions. Nous n'avons pas attendu d'avoir un accord global avec les autres pour le faire, mais le faisant, nous avons obligé les autres à se dépasser par l'avant.

Denecker (Limousin). — A l'occasion de cette discussion, on a vu apparaître un mot qui a déjà été utilisé très souvent dans le Parti depuis quelques mois, celui de contrat d'unité, de même qu'on a vu apparaître à l'occasion de précédents débats dans le Parti, le mot de « couches nouvelles ». Je crois qu'il faut se méfier dans notre Parti de ces mots qui servent à faire de faux clivages. Parce que en écoutant les positions des uns et des autres, qu'il n'y a pas véritablement d'opposition fondamentale en ce qui concerne la construction des alliances. Il y a 2 conceptions : une vue des alliances à court terme aboutissant à une alliance à long terme qu'on pourrait appeler contrat d'unité, et la formulation d'une politique qui vise à ces alliances à long terme sous l'étiquette du contrat d'unité.

Le P.C. et la S.F.I.O. sont en train de négocier déjà l'un et l'autre, et que par leurs traditions, leurs appareils, ils représentent une alternative démocratique au régime gaulliste ; un retour à une forme de démocratie type 4^e République. Personne n'a jamais dit qu'il ne fallait pas discuter des problèmes de l'alternative globale, mais dans un 2^e temps, le rôle fondamental du P.S.U. est de faire preuve de dynamisme pour conquérir des secteurs de plus en plus nombreux de la gauche à cette idée de l'alternative socialiste, du renouveau. Pour cela, nous avons besoin de mener des actions très souples. C'est donc une raison fondamentale pour laquelle nous ne pouvons pas concevoir d'alliances à court terme qui dépendraient d'une grande rigidité et d'une quelconque symétrie. Toute discussion qui amènerait rapidement à la conclusion d'un accord global ferait le jeu d'appareils traditionnels de la S.F.I.O. et du P.C. et dans une certaine mesure cet accord global actuel nous couperait les mains, nous empêcherait dans l'avenir de faire avancer ces idées du renouveau socialiste pour lesquelles nous avons fondé le parti.

Duyls Janine (19^e). — Je pense qu'on ne doit pas avoir d'alliances prioritaires avec le P.C. ou la S.F.I.O., mais simplement l'unité d'action avec ces partis et les syndicats contre le régime gaulliste, et uniquement avec les partis qui défendent la classe ouvrière ; il faut excepter M.R.P., Indépendants et Radicaux, nous ne voulons pas faire un parti unique mais un parti de luttes de classes, ce sera le seul en France qui défendra vraiment la classe ouvrière.

Mora Christiane. — Quand on a créé le P.S.U., nous avons défini une formule politique originale qui est justement un type d'alliance, c'est ce que nous avons appelé le Front socialiste. Qu'entendait-on par Front socialiste au départ ? On entendait par F.S. toutes les forces vives intéressées à la vie de la nation, inté-

ressées à un changement quel qu'il soit. Nous nous sommes aperçus qu'une partie des forces que nous avions incluses dans le F.S. au départ, je pense en particulier aux jeunes agriculteurs, jouent par rapport au régime gaulliste, non pas le jeu que nous voudrions qu'elles jouent, mais un jeu très différent qui est de tirer du pouvoir actuel tout ce qu'ils peuvent. Nous devons reconnaître que nous avons cru réaliser le F.S. très vite et que nous en sommes aussi vite revenus ; 2^e point : notre présence ne suffit pas dans des assemblées unitaires pour créer une unité durable, même si nous étions plus puissants. Les rencontres avec P.C. ou C.G.T. montrent qu'ils sont sensibles au problème des conditions de l'unité : démocratie interne et droit de tendance. Ce problème se pose actuellement dans les organisations et bloque toute évolution unitaire. D'où la nécessité de reprendre l'initiative et de définir le type de nos alliances :

— Pas d'alliances traditionnelles. Pas d'alliances prioritaires (pour préserver notre crédit : éviter le jeu de balance).

Avec qui se font ces actions unies parfois réalisées ? Avant tout, avec les forces syndicales ou professionnelles, et les deux partis traditionnels de la gauche qui regroupent sur le plan électoral militant, l'essentiel des forces de gauche. Certaines de ces organisations sont socialistes, mais le critère, c'est l'accord sur un programme minimum de réformes fondamentales.

Pour ne pas rester en remorque, nous devons discuter avec les organisations des garanties, de la façon de vivre en commun pour arriver à une unité durable de la gauche et sans se fier aux états-majors. A partir des actions unies, à la base, nous devons faire la démonstration de notre conception de l'unité et mettre en évidence la nécessité des garanties, car c'est dans les assemblées de base que nous pouvons plus facilement être entendus. Ainsi, la raison d'être du P.S.U. ressortira et le recrutement reprendra en tant qu'unificateur.

Debarge. — Dans toutes les actions qui peuvent être définies, c'est en apparaissant comme force animatrice, comme force motrice que nous arriverons à nous développer. En ce qui concerne nos alliés futurs, le rôle du P.S.U. est de présenter une alternative socialiste avec les partis qui se réclament du socialisme ; il faut examiner, analyser et essayer de déclencher le mouvement à l'intérieur de ces organisations. Le fait que nous apparaissions dans un certain nombre d'actions avec notre attitude propre, notre style propre, devrait nous permettre d'avancer. L'essentiel des forces de gauche ne sont ni à la S.F.I.O. ni au P.C. ni au P.S.U., elles sont aussi, dans une certaine mesure, dans les organisations syndicales ; elles sont en fait dans la nature. C'est justement par nos propositions d'action, par notre activité que le Parti peut s'insérer dans des actions unies qui visent à déboucher sur un accord plus général. Dans le domaine des alliés, il serait démagogique de dire : le Front socialiste sera réalisé avec les organisations politiques de type socialiste et les organisations syndicales dans un premier temps. C'est abandonner une certaine réalité des organisations syndicales. Avec ces organisations syndicales, à travers des actions, il sera beaucoup plus facile de les amener à quelque chose à partir du moment où nous aurons démarré un certain nombre d'actions unies avec elles.

Bleibtreu. — En quoi consiste la division existant à l'heure actuelle dans le mouvement ouvrier ? S'il y a une division entre des appareils politiques ou syndicaux, il y a surtout inorganisation de l'immense masse des travailleurs qui sont la force décisive de la transformation socialiste du pays et même de la lutte immédiate contre le régime gaulliste. Donc les travailleurs ne se retrouvent pas dans les diverses positions antagonistes. Au contraire, un courant unitaire s'exprime en profondeur dans le pays et l'on peut considérer l'activité des dirigeants de la S.F.I.O. et du P.C. comme la reconnaissance de fait que cette réalité qui a atteint son sommet avec la grève des mineurs. Cette grève, qui a montré dans quelle voie pourrait s'engager le mouvement unitaire qui mènerait fin au régime gaulliste.

A travers les alliances, le but que vise notre parti, ce n'est pas de réconcilier Mollet et Thorez. Ils ont besoin fort peu de nous pour ce faire. Le but d'une politique d'alliance du Parti, c'est de viser à rendre possible le coude à coude des militants de ces partis et des inorganisés, inorganisés parce qu'ils n'ont pas confiance dans les promesses de ces états-majors. C'est le rétablissement d'une unité fondamentale, potentiellement réalisable ; c'est la mise en commun des intérêts collectifs de travailleurs. Ce sont des vérités fondamentales sans lesquelles la lutte pour le socialisme n'aurait aucune signification. L'erreur, c'est de ne voir la notion d'alliances que comme pourparlers d'états-majors. Faire des propositions aux états-majors, au sommet, c'est engager le dialogue non seulement avec les militants de ces organisations, mais c'est engager le dialogue aussi à travers de telles propositions, à travers cette perspective de l'action pour des mesures réelles avec la masse des travailleurs inorganisés.

Nous devons effectivement définir notre politique autonome, sans cela rien ne peut être dégelé, dans la voie définie. Pour cela, le P.S.U. doit avoir un programme concret pour la transition vers le socialisme et en définir les points d'actualité concrets. La propagande du parti mais aussi son action autonome

sont les conditions sans lesquelles rien ne peut être fait. Comment parvenir à cela ? Comment dégeler la situation ? Il faut exposer, en partant de nos conceptions, les thèmes actions immédiates qui nous semblent, sur la base de nos analyses, correspondre aux besoins actuels et aux intérêts des travailleurs. Sur la base de cette action que nous essayons de propulser, exiger le débat public sur les objectifs DU CONTRAT D'UNITÉ. Dans les entreprises, dans les localités, dans le cadre des syndicats. Et cela se répercutera à l'intérieur des organisations politiques. L'alliance doit être une alliance du sommet à la base et de la base au sommet. Il faut être capable d'en appeler à la base lorsque les états-majors se montrent réticents pour l'application du contrat. La notion de mobilisation en profondeur des masses est la notion capitale sans laquelle l'ambition d'avancer vers la réalisation d'un programme de transition resterait lettre morte ; ceci suppose une liberté d'action du Parti, une liberté de critique du Parti. On frappe ensemble mais on marche indépendamment. Quel cadre donner aux alliances ? L'unité doit être conçue comme une unité sur une base de classe, une base de lutte des classes. C'est une politique qui rejette telle ou telle conception d'alliances prioritaires. C'est une politique qui considère que doit participer à l'alliance toute organisation qui regroupe réellement des travailleurs ou qui a réellement une influence dans la classe ouvrière. Sinon tout n'est que bavardage et aucune transition vers le socialisme ne se fera.

Pour en sortir, il sera nécessaire que le débat débouche sur des analyses concrètes de la situation. En particulier : que signifie la grève des mineurs ? Quelle en est la signification pour le développement de la situation dans le pays ?

LES FORCES SOCIALES DU FRONT SOCIALISTE

Denecker (Limousin). — Nous devons être à la fois pour l'unité et pour le renouveau (dans notre parti et surtout dans la gauche et les syndicats) ; les deux choses sont fondamentalement liées, l'unité ne suffisant pas à galvaniser les énergies, la mobilisation des masses ne peut pas se faire sur les mots d'ordre qui sont déjà un peu rebattus — même à tort — mais à partir de problèmes concrets, touchant les intérêts proprement dits des travailleurs, par exemple face à la préparation gaulliste du V^e Plan. La Gauche devrait discuter et établir un contre-plan ; nous sommes assez grands pour proposer un certain nombre d'objectifs concrets à ce sujet. Montrer aux masses que l'on peut parvenir à davantage de bien-être, de justice, fait apparaître les possibilités d'une alternative socialiste.

Ces forces sociales du Front socialiste, le congrès de Clichy les a définies : les couches sociales qui ont intérêt, qu'elles en aient conscience ou pas, à une remise en cause fondamentale des structures du pays et en particulier les structures économiques et politiques : travailleurs du secteur primaire, ouvriers agricoles, propriétaires des petites et moyennes exploitations agricoles, travailleurs du secteur secondaire ; salariés des mines, des industries lourdes et de transformation, salariés du secteur tertiaire, employés de commerce, banques, administrations, techniciens, fonctionnaires, universitaires, etc. La stratégie du F.S. repose sur une alliance entre les organisations représentant sur le plan politique, sur le plan syndical, laïque, culturel, etc., les aspirations et les intérêts de ces classes sociales qui sont celles des exploités. Le F.S. repose sur la lutte en commun de toutes les forces — anciennes ou nouvelles — dont l'intérêt est le socialisme et le bouleversement des structures économiques du capitalisme.

Heurgon (16^e section). — Nos propositions faciliteront une rénovation de la C.G.T. actuelle comme des autres partis ou organisations. Les actions ou les objectifs prioritaires, parce qu'ils sont liés à notre programme de transition, peuvent conduire à une mobilisation et à une prise de conscience des masses en direction des transformations indispensables, ce qui lie la discussion sur les alliances à celle de notre conception de la transition et des objectifs prioritaires ; le 1^{er} novembre, les grèves de Decazeville, nombre d'actions paysannes... autant d'exemples où le P.S.U. a pris des initiatives qui ont facilité la mobilisation des masses.

Nous n'avons pas à nous situer vis-à-vis des autres organisations en les regardant telles qu'elles sont, mais telles que nous pouvons les faire évoluer. Les Jeunes agriculteurs, comme d'autres, nous devons les disputer au régime et au capitalisme ; nombre de secteurs n'ont pas encore fait leur choix définitif et peuvent basculer dans un sens ou dans un autre, cela dépend effectivement des objectifs que nous mettrons en avant et de la force de notre action.

LES RAPPORTS ENTRE LE PARTI ET LES SYNDICATS

J'en viens aux liaisons avec les forces syndicales, dont nous avons toujours dit que nous les considérons comme primordiales. Cl. Willard fait un contre-sens sur le Front socialiste quand il écrit dans T. S. que le F.S. c'est le Front populaire moins les radicaux de droite. Nous avons dit, en effet, depuis le début du P.S.U., que, par suite du recul des forces politiques sous la domination gaulliste, les syndicats étaient provisoirement les mieux placés pour mener la campagne de résistance au régime, mais la grève des mineurs a posé le problème, jamais

résolu, des rapports, dans une optique d'une démocratie socialiste, entre les forces purement politiques et les forces syndicales. Nous avons deux héritages aussi mauvais l'un que l'autre : la conception communiste dite de la « courroie de transmission », l'autre était la conception sociale-démocrate de la Charte d'Amiens et de l'apollitisme syndical. Il faut que nous construisions sur ce point quelque chose de nouveau ; cela suppose que nous rétablissions d'abord le contact avec les organismes syndicaux, contact qui a été rompu, par suite de la perte d'influence de notre parti, de ses divisions internes ; mais aussi par suite d'une fausse conception des rapports parti-syndicats qui tend à s'instaurer dans notre parti, que j'appellerai la conception « noyautage » ou la conception dénonciation à tout prix des cadres et directions syndicales.

Des prises de position, lors de la crise des mineurs, et la dénonciation de l'attitude des directions syndicales à ce moment-là l'ont illustrée ; un peu plus tard l'attitude de certains à l'égard de l'U.N.E.F. et de la direction qu'elle s'était donnée l'a confirmée ; un certain nombre de textes publiés depuis me paraissent illustrer cette déviation : lorsque je lis, par exemple, dans le texte signé par les camarades du courant C et des camarades du courant E : « Depuis des années, les organisations syndicales ont eu tendance à se plier à la stratégie du patronat et du pouvoir d'achat, stratégie qui vise au morcellement et à la dispersion des actions revendicatives, c'est-à-dire à la destruction de l'unité des travailleurs », je pense erroné de qualifier ainsi l'action des forces syndicales et d'en tirer une stratégie politique.

A la 16^e section, nous pensons que le rôle d'un parti et le rôle d'un syndicat sont différents : le syndicat mène un certain nombre d'actions de contestations et de revendications ; le parti revendique la prise du pouvoir politique et donne à ces revendications leur prolongement politique. Cette explication constante du parti politique, personne ne peut interdire au P.S.U. de la donner, mais il ne faut pas la confondre avec la contestation continue de ce qu'est l'action syndicale proprement dite.

Pour rétablir l'influence du Parti au sein des organisations syndicales et le contact du P.S.U. avec ses syndicalistes, nous avons proposé de créer ce que nous avons appelé les conseils syndicaux du P.S.U. ; ils visent à associer, à tout moment, au sein du parti, les militants syndicalistes à l'ensemble des décisions que nous prenons. Je n'insisterai pas sur le fonctionnement de ces conseils syndicaux. De tels conseils ne peuvent être que consultatifs et d'information ; mais ils doivent faire un utile travail d'information, de formation, de liaison, de recherche, qu'il nous faut développer. En créant de tels conseils syndicaux sur les plans national et régional, on facilitera les discussions, les contacts continus qui permettront au P.S.U. de récupérer l'audience qui lui est nécessaire pour pouvoir mener sa stratégie de F.S.

Yves Bernard (Antony). — Le parti doit posséder en toutes circonstances le droit d'apporter ses propres appréciations et, aussi des critiques publiques sur l'action syndicale, telle qu'elle s'est traduite, par exemple, lors de la grève des mineurs. Le morcellement des luttes revendicatives du fait des directions syndicales est une attitude politique qu'il nous faut condamner de façon responsable de même que l'alignement pratique des centrales sur la stratégie du pouvoir gaulliste. Malgré tout le libre exercice de la démocratie syndicale ne doit pas souffrir de la cohésion des militants P.S.U., c'est par leurs efforts de conviction que nous populariserons dans les mesures les mots d'ordre du Front socialiste.

La proposition du Contrat d'Unité est un des éléments mobilisateurs-chocs de la prise de conscience populaire, de même que la constitution des comités de base (d'entreprise, et de quartiers) concrétise politiquement un stade supérieur de lutte.

Chevallier (Rhône). — Le problème des relations parti-syndicats et parti-syndicalistes est, dans le problème général de la stratégie d'alliance que nous rejetons tous, la forme classique d'alliance de type Front populaire. Le courant actuel d'unité n'est pas mûr pour le front socialiste mais pour une unité sur des objectifs restreints. L'unité au niveau des appareils, se fait beaucoup plus sur des questions de forme que de contenu, parce que les appareils refusent la discussion sur le contenu, ils refusent le caractère révolutionnaire de réformes de structures, que le problème actuel de l'unité pour le P.S.U. est donc moins une question de forme que de contenu de l'unité.

Étudions les différentes significations du mot alliance. Il y a des alliances qui se font à partir d'objectifs limités : les actions communes ; d'autre se font à partir d'objectifs sur lesquels il y a un accord assez général, cela s'appelle l'unité d'action et il y a des alliances à plus longue échéance, visant à la transformation de la société, à la prise de pouvoir, c'est le F.S. Dans tous les cas se pose le problème des garanties. Actuellement, il est évident qu'un certain nombre de garanties sont immédiatement nécessaires : 1) Consultation commune de tous les partenaires, préalable à toute initiative publique ; 2) Détermination précise du programme commun ; 3) Détermination précise des méthodes d'action ; 4) Égalité des partenaires. Ceci dans l'immédiat (actions communes). Ultérieurement nous serons amenés à faire des actions plus généralisées. Il faut faire des actions communes à caractère socialiste qui fas-

sent prendre conscience aux masses de la nécessité de la transformation socialiste et non pas qui se bornent à faire le type d'alliance voulu actuellement par le P.C. et par la S.F.I.O. Il faut que le parti ait une politique autonome, donc la première étape, c'est les actions communes. L'étape suivante, sera une unité d'action sur une base beaucoup plus large, et la dernière étape au moment de la prise de pouvoir, le Front socialiste. Le Front socialiste est le rassemblement ou l'alliance à tous les échelons, sans exclusive, et sur une base d'égalité, de toutes les organisations syndicales, ouvrières, paysannes, universitaires sociales et de jeunesse. Dans la dernière étape ou se réalise l'unité au moment de prendre le pouvoir avec toutes ces organisations, l'idée de contrat d'unité sera valable. Actuellement le problème essentiel c'est l'élaboration d'une stratégie commune du mouvement ouvrier. Le meilleur moyen de réaliser cette unité des organisations syndicales c'est que cette stratégie commune du mouvement ouvrier existe, parce que les divisions entre les syndicats tiennent au fait qu'il n'y pas de stratégie qui soit commune à tout le mouvement ouvrier, c'est-à-dire partis et syndicats. Le rôle des syndicats dans le Front socialiste a été précisé par le Congrès de Clichy ; nous devons avoir une position qui est critique, exactement comme à l'égard des autres organisations. Nous devons exiger que les syndicats et les organisations politiques respectent les critères d'unité que nous acceptons, et, dans la mesure où les syndicats acceptent ces critères et les respecteront, nous devons nous garder de toutes contestations à l'égard des syndicats.

Les syndicats se sont trouvés placés devant l'évolution du capitalisme contemporain beaucoup plus tôt que les partis politiques. Ce qui les a amenés à vouloir jouer un certain rôle politique d'où un déséquilibre en faveur des syndicats et au détriment des partis puisque les syndicats sont apparus fréquemment comme la seule force politique et la tentation pour certain nombre de syndicalistes à l'égard de l'U.N.R.-U.D.T. (possibilité de leur offrir un débouché sur le plan politique). Dans le problème de la grève des mineurs, les partis n'étaient pas préparés à donner cette dimension politique. Est-ce qu'on va considérer nos propres syndicalistes comme des courroies de transmission ou bien reprendrons-nous sur le plan politique les revendications des syndicats (tentation travailliste) c'est un double écueil à éviter et le problème est de voir le rôle des syndicats dans une phase de transition et dans un régime socialiste : contestation au niveau économique, à l'intérieur de l'entreprise, contrôle ou gestion dans une société socialiste. Celui du parti est le pouvoir politique, donc ni noyautage ni travaillisme. Il faut définir des structures qui permettront au parti et aux syndicalistes qui sont dans le parti et à l'extérieur de faire une liaison entre le travail politique qui vise à prendre le pouvoir et le travail à l'intérieur des syndicats.

M. Rungis (13^e). — Les « comités de base » dont parle Bernard sont-ils des comités formés dans l'entreprise entre militants syndicaux d'un même syndicat pour contester la direction du syndicat dans l'entreprise, ou bien groupent-ils des militants syndicaux des diverses centrales (pour coordonner leur lutte) et des militants politiques (desireux de politiser la lutte revendicative) qui n'ont peut-être pas eux-mêmes de responsabilité ou une grande action syndicale ? Quel genre de rapports de tels comités peuvent-ils avoir avec les cadres syndicaux de l'entreprise ?

Yves Bernard. — La proposition de conseils syndicaux risque d'aller à l'encontre de la Charte d'Amiens et de tomber dans le travers « courroie de transmission ».

Le vrai problème étant le dépassement de ces deux notions, notre attitude ne peut plus se situer entre elles mais en avant d'elles.

C'est pourquoi l'animation de comités de base apparaît plus juste que la proposition de conseils syndicaux. Selon que le comité de base est constitué en accord politique ou en dépit de la volonté des directions syndicales d'entreprises notre proposition de Contrat s'inscrit dans des cadres d'action évidemment différents. Il faut comprendre que la proposition de Contrat n'est pas une solution proposée au seuil du pouvoir, mais se place immédiatement dans l'agitation quotidienne, c'est d'ailleurs à cause de ce caractère dynamique que son acceptation ou refus par les états moyens n'est plus le problème.

La justesse de nos mots d'ordre conditionne entièrement la réussite de la politique du Contrat. Comme au stade suivant la réussite de cette politique commande la réalisation du Front socialiste par les comités de base, embryon des contre-pouvoirs populaires.

Rungis. — J'ai le sentiment que l'ensemble de nos camarades, tout en craignant le danger d'attentisme et d'immobilisme d'un certain nombre de dirigeants syndicaux (je ne dis pas des directions syndicales) continuent à penser comme à Clichy, que notre travail de F.S. doit se faire avec les militants syndicaux et pas seulement avec les militants politiques. L'expérience nous a précisément montré ces dernières années, à propos de l'Algérie, de l'O.A.S., du régime gaulliste, maintenant de la force de frappe, que les cadres syndicaux, animateurs des syndicats locaux, régionaux, nationaux, étaient parfaitement susceptibles de nous comprendre de mieux en mieux. Nos

(Suite page 6)

Le dossier du Congrès National de novembre

(Suite de la page 5)

propositions, dans le 13^e, sur les rapports parti-syndicats visent à améliorer ces relations. Nous pensons que le P.S.U. doit constamment chercher à politiser à un niveau supérieur, les objectifs des syndicats ; il nous faut rappeler que les luttes parcellaires doivent se situer dans une optique plus générale ; que les unités d'action doivent aboutir à l'unification organique et démocratique du syndicalisme ; que les luttes revendicatives nationales doivent déboucher sur une lutte politique pour le socialisme contre le gaullisme ; enfin, que nos luttes nationales ne peuvent se limiter à nos frontières : le charbon que ne produisent pas les mineurs français est vendu par les industries charbonnières allemandes et belges ! Il est objectif de reconnaître que cette politisation s'est faite beaucoup mieux ces dernières années qu'auparavant.

Le P.S.U. a d'autre part ses choix propres et il est extrêmement important qu'il garde sa liberté de jugement, sa liberté d'expression. Comment le parti peut-il populariser ses mots d'ordre en direction des syndicats et des masses animées par eux ? Nous pensons que cela doit se faire de deux façons ; d'un part à la base, par nos militants qui ne sont pas des « courroies de transmission » mais des militants libres à qui le parti doit faire confiance pour choisir comment localement ils peuvent rayonner la pensée du parti autour d'eux. Ce n'est pas en menaçant de sanctions nos camarades syndicalistes que nous ferons rayonner la pensée du parti, mais en mettant les possibilités du parti à leur disposition : presse, comités d'études, contacts entre les militants du parti appartenant aux diverses centrales.

Nous devons aussi simultanément, chercher à convaincre les cadres syndicaux, locaux, régionaux, nationaux en ayant avec eux des dialogues fraternels et permanents, même si nous ne sommes pas toujours d'accords. Il serait à la fois faux et défaitiste de partir de l'idée que les cadres et les animateurs syndicaux n'ont pas, par définition, notre point de vue, et ne veulent pas comprendre nos arguments. Quelle chance y aurait-il alors de conclure avec eux des accords d'unité, qu'on les appelle « contrat » ou autrement.

Que se passera-t-il si le parti, sur un point précis (une lutte sociale, la politisation d'une revendication), n'est pas d'accord avec telle ou telle direction syndicale ? Nous souhaitons que le Congrès national soit net à ce sujet. Nous n'avons pas à taire notre point de vue. Nous devons le faire connaître clairement, mais sans polémique à la direction syndicale intéressée, et chercher à ce qu'elle modifie son point de vue, en comptant notamment sur la force de persuasion de nos militants qui appartiennent à ce syndicat. Enfin, nous devons faire connaître notre position publiquement, lorsque le désaccord l'exige, mais non pas en donnant l'impression que nous, P.S.U., faisons la leçon aux syndicats ; il faut au contraire nous exprimer sur le ton fraternel qui convient entre camarades de classe luttant pour l'avènement d'un régime de classe : le socialisme. Et en précisant que notre divergence sur un point précis n'implique aucunement que nos camarades et notre parti ne continueront pas le combat de classe dans l'unité et dans le dialogue avec tous les syndicats. L'opinion ouvrière est habituée à ce que les organisations n'aient pas toutes le même avis ; cette divergence est bien accueillie quand elle est exprimée sur un ton fraternel ; elle est rejetée quand elle est exprimée sur un ton de polémique.

Je voudrais demander à Bernard, à ce propos, de quelle façon, lorsqu'un « comité de base » n'est pas d'accord sur un point avec les responsables démocratiquement élus du syndicat dans l'entreprise, ce comité pense infléchir la position de ces cadres syndicaux. Est-ce en entretenant par voie publique avec eux une polémique des plus vives, ou est-ce en cherchant par le dialogue, aussi bien que par voie publique, à convaincre progressivement les cadres syndicaux et les militants de base ? Pour nous si de tels comités de base s'engageaient dans la voie de la polémique, de la dénonciation

Roger Raffaux n'est plus

Au début du mois d'août, Roger Raffaux nous a quittés après une brève maladie.

Magasinier chez Chausson, Roger, ouvrier toute sa vie, a su rapidement prendre ses responsabilités politiques à Clichy. Il a adhéré très jeune au Parti socialiste S.F.I.O. Elu conseiller municipal, il siégera peu d'années et sera amené à donner sa démission, avec quelques autres, avant l'expiration de son mandat car il se trouvait en désaccord avec la politique du maire et de sa majorité. Roger Raffaux a donné là un bel exemple de probité politique.

A la création du P.S.A. puis lors de la fondation du Parti Socialiste Unifié, Roger Raffaux rejoint immédiatement nos rangs où il n'a cessé de militer activement.

La Section de Clichy exprime à sa compagnie et à tous ceux qui lui ont été chers ses condoléances fraternelles et attristées.

systematique, nous ne croyons pas qu'ils serviraient l'unité que nous recherchons ni qu'ils faciliteraient l'évolution des camarades amis stipendiés. Il faut nous habituer à convaincre plutôt qu'à insulter.

Bleibtreu. — La notion des comités d'action a évidemment dans l'immédiat le sens de comités à l'initiative de militants appartenant à des syndicats ou appartenant à des partis en vue de surmonter la division syndicale. La réunification syndicale doit prendre le premier pas dans la période qui vient. Comment concevoir une perspective de contrat d'unité, une perspective de solution de rechange au gaullisme, une perspective de transition vers le socialisme, si nous ne considérons pas que l'unité syndicale est une tâche immédiate à entreprendre. Concevoir aujourd'hui à froid, la notion de comité de base c'est évidemment la concevoir comme comité d'initiative pour l'unité syndicale dans la mesure même où les dirigeants syndicaux de telle ou telle entreprise ne le font pas. En période de lutte, le problème est à placer à un niveau différent selon le degré de développement de l'action. Le comité de base peut être conçu dans des circonstances favorables, comme le comité paritaire des différentes organisations syndicales. Le comité de base doit être conçu comme l'organisme représentatif élu par la masse des travailleurs non seulement dans l'entreprise, mais sur le plan de la localité de la corporation, etc., qui dépasse le cadre forcément étroit des syndicats. En effet, le syndicat oscille entre 5 et 20 pour cent des travailleurs salariés dans les pays où l'organisation syndicale est puissante et dans les périodes de lutte ce n'est pas 5 à 20 pour cent des travailleurs qui entrent en action et ce n'est pas toujours les syndicalistes qui sont à la pointe du combat. Il s'agit donc de comprendre que l'action de la classe ouvrière suscite des formes d'organisation plus démocratiques, plus directes, plus adéquates au besoin de la lutte.

Le désir de disputer les secteurs du mouvement ouvrier et syndical au gaullisme, ne peut aboutir que par l'action unique des travailleurs, qui, ne sont PAS attirés par le gaullisme et qui s'uniront sur un contrat d'unité.

Je n'approuve pas l'affirmation selon laquelle les syndicats sont « les mieux placés » pour résister au gaullisme. C'est vrai en ce sens que les organisations de masse que sont les syndicats traduisent la résistance de masse de la classe ouvrière et sont donc effectivement plus efficaces que les partis pris en tant que tels. Mais ceci ne signifie pas qu'il faille idéaliser la réalité syndicale actuelle. Nous avons vu dans la grève des mineurs, que les dirigeants syndicalistes quelle que soit leur appartenance ou leur centrale, ont eu la même politique conciliatrice et timorée que les partis politiques et n'ont pas voulu généraliser l'action même aux cheminots et à la fonction publique.

Denis Woronoff (5^e section). — Le problème des rapports parti-syndicats ne peut être abordé par le petit côté. Jusqu'à présent dans nos relations avec les syndicats, nous avons vécu d'improvisations. Sur le plan théorique, nous nous sommes contentés d'affirmations qui avaient une valeur négative : pas de courroie de transmission, égalité des responsabilités dans le cadre de P.S. et sur le plan pratique étant donné que les actions concrètes du P.S. étaient de caractère défensif et politiques au sens étroit, il ne s'est pas posé de problème puisqu'en fait les conséquences immédiates étaient l'extension des seuls syndicats hors de leur domaine propre, c'est-à-dire leur association durable à des initiatives politiques.

Mais le problème se posait d'une façon urgente lors de la grève des mineurs puisqu'il s'est agi alors de cesser la période de ce que j'appellerai le P.S. de guerre et de passer à une étape plus difficile, plus concrète. Les problèmes sont peut-être moins dangereux, moins graves et plus complexes où le P.S. était pour la première fois à l'épreuve de la lutte sociale et où certains camarades ont pensé, je suis de ceux-là, que dans la lutte sociale le maillon faible avait pu être certaines directions syndicales et que comme à l'étape de P.S. de guerre, c'était un certain nombre de directions politiques qui avaient faibli, qui n'avaient pas compris l'ensemble des domaines que la direction avait donné au mouvement, c'était cette fois les directions syndicales qui méritaient sans doute des critiques et peut-être un combat.

Le parti a le droit et le devoir d'intervenir dans les luttes sociales, de faire entendre son point de vue, de faire avancer ses analyses, de donner ses mots d'ordre, d'avoir une appréciation critique sur les événements ; sinon il se liquiderait en tant qu'organisation socialiste. J'ajoute qu'il a le droit de ne pas être d'accord avec les organisations syndicales. Cela revient en propre à une organisation d'avant-garde où les militants sont d'accord dès leur adhésion sur toute une plate-forme idéologique ou programmatique et où par conséquent ils peuvent, sans avoir à se politiser théoriquement eux-mêmes dans le sein d'une organisation, passer au niveau global des luttes, c'est-à-dire avoir une perspective d'ensemble, définir des conditions qui n'apparaissent pas aux travailleurs qui sont engagés dans la lutte concrète et qui par ailleurs ne sont pas encore politisés. Je crois que c'est une conception tactique fautive et cloisonnée du Front Socialiste dans la mesure où j'estime que

les partis ont un rôle évident dans le domaine politique et les syndicats dans la lutte concrète revendicative. De même nous avons affirmé — c'était une de nos trouvailles théoriques — que les syndicats pouvaient dépasser la contestation immédiate et avoir des interventions dans le domaine politique, les partis peuvent, s'ils en estiment le moment venu, intervenir dans les luttes sociales. Il y a des limites à cette intervention : le parti ne doit pas se substituer aux syndicats, ou définir les modes et les types de revendication, ni le moment de la formulation. Mais il doit tenir ferme quant aux revendications politiques dans lesquelles ces revendications seront obtenues ; c'est-à-dire éviter que l'organisation syndicale s'enlise dans le corporatisme, que les revendications s'éparpillent, soient détournées de leur objet et, compte tenu de ce que je disais du caractère particulier de l'organisation d'un parti, pouvoir dépasser ces perspectives et en cela aider concrètement les directions syndicales.

Si le parti estime que la direction syndicale dans son domaine propre, compte tenu de cette perspective de Front socialiste, ne fait pas un travail satisfaisant ou risque de faire dévier la lutte revendicative de sa finalité propre, il lui faut intervenir pour rétablir le courant, pour redéfinir à quelles conditions le courant sera rétabli. On doit partir d'une définition des organisations syndicales, organisations de masse regroupant sur des problèmes corporatifs immédiats une partie importante des travailleurs et, si possible, sa majorité. Le syndicat a vocation de masse, alors que le parti a vocation d'avant-garde. Autrement dit, il est certain que le syndicat dans le Front socialiste, ne pourra pas toujours être au niveau des partis, ne pourra pas avancer du même pied, comme il est certain que la politisation du syndicat sera toujours à refaire. Ce sera justement le rôle du militant engagé dans le syndicat de veiller à ce qu'à partir des problèmes concrets, il y ait ce courant de politisation, qui n'est pas immédiat, qui n'est pas nécessaire, qui n'est pas préalable à l'adhésion dans un syndicat. Une fois obtenue la participation des syndicats au Front socialiste, le contrat d'unité doit s'appliquer à eux, et notamment la « garantie d'autonomie ». Pour ce faire, le parti ne cherche pas à noyauter, ni à appliquer la tactique de la fraction. Dans le cadre des garanties, il doit éviter qu'il y ait cumul de responsabilités politique et syndicale au niveau de l'exécution et de la représentation, sous peine de bloquer les militants dans des tâches de bureaucratie. Le parti doit faire comprendre à la masse des syndiqués inorganisés, que nous ne cherchons pas à conquérir le syndicat, mais à l'orienter, à lui donner son sens dans le Front socialiste. Sur le plan des syndicalistes du P.S.U., je crois que ce que j'ai dit revient à admettre que, comme il n'y a pas de théories du domaine réservé, il n'y a pas de théorie du double engagement. Autrement dit, il est faux que des camarades s'estiment quittes parce qu'ils font un travail syndical : bons militants syndicaux, ils doivent militer politiquement.

Duyls. — La 19^e section considère que les problèmes syndicaux sont d'actualité et prioritaires, dans la mesure où l'Etat gaulliste s'efforce, par tous les moyens, de les incorporer dans son système (centre de décisions, chambre économique et autres organismes...).

Le rôle du P.S.U. consiste à donner aux militants du parti qui appartiennent à des syndicats différents une ligne syndicale unique. Nos militants, tout en appartenant à des centrales diverses, doivent défendre, à l'échelon syndical, une seule et même politique et suivre la ligne syndicale approuvée par le parti.

La 19^e section demande que le congrès définisse cette politique sur :

- le problème de l'unité syndicale ;
- la défense de la démocratie ouvrière ;
- la lutte pour la reconnaissance des tendances ;
- la lutte contre le courant intégrationniste à l'Etat, dans les syndicats.

Le P.S.U. doit garder son droit de critique vis-à-vis de l'action des syndicats et ne pas commettre l'erreur grave que nous avons connue dans le passé, en particulier lors de la grève des mineurs où nous avons gardé le silence sur la perspective de cette grève, telle que nous l'entendions, par peur des bureaucraties syndicales. Une fois de plus, l'expérience nous a démontré que ceux-ci ont réussi à mettre la classe ouvrière sur une voie de garage, tout en criant victoire — comme d'habitude.

Desson (Ardennes). — La richesse et l'ampleur de ce débat confirmeront, s'il en était besoin, la justesse des décisions de notre dernier Conseil national qui a fait du problème des alliances le point principal de l'ordre du jour de notre prochain congrès. Comme aussi la multiplicité des textes qui ont été envoyés à la commission préparatoire sur ce sujet.

En fait, ceux qui ont lu les textes notent une évolution. Au dernier Conseil national, le clivage était constitué par la hiérarchie des alliances, leur synchronisme, leur étagement dans le temps, tandis que d'autres refusaient toute priorité et proclamaient qu'aucune proposition d'alliance n'était possible si elle écartait, même pour un temps, le P.C. et la C.G.T.

Maintenant, ce stade est dépassé et chacun repousse la notion d'alliances prioritaires, sauf nos camarades des Landes. Mais si le pragmatisme de Guy

Mollet a effacé cet affrontement, un autre clivage se dessine.

Il y a, d'une part, ceux qui continuent à penser que la patience est la plus grande vertu des révolutionnaires et se refusent à l'établissement d'un contrat immédiat avec nos alliés. Leurs formules : « Pas de contrat. Nous nous méfions des raccourcis. » (16^e). Nos amis du Limousin estiment qu'« une discussion n'est valable qu'en fonction du degré de maturité des problèmes » et ceux du Gard subordonnent nos alliances à la rénovation du Parti.

C'est donc une vue stratégique, et à long terme.

Et puis, il y a, les autres, ceux qui pensent que le P.S.U. ne peut continuer inerte à jouer les chœurs de l'Opéra définitivement sur place en chantant qu'il piétine sur place en chantant « marchons, volons, courons... », il y a ceux qui voudraient agir. Ils pensent que l'état de dépolitisation du pays, surtout dans la jeunesse, nous commande de précipiter une action concrète, contre un régime né de la sédition militaire qui commence à buter contre ses contradictions. Ils pensent que le climat que créera l'établissement du contrat constituerait un choc, réveillerait des énergies, pourrait faire prendre conscience au pays qu'il n'est pas d'autre voie que le socialisme pour résoudre ses problèmes. Heurçon a relevé la formule un peu lapidaire de Willard, relative au Front populaire, mais pour ceux qui, comme moi, ont eu le privilège d'avoir vécu cette époque et l'espoir enthousiaste qu'elle a représenté pour tous les travailleurs, c'est une référence devant laquelle on ne doit pas faire la fine bouche. Bien sûr, nous savons la déception qui a suivi, mais c'est peut-être justement en se référant aux insuffisances du contrat d'alors que nous devons tirer des leçons et agir en conséquence.

Il faut que nous définissions des positions nettes sur le problème qu'on a voulu être le principal. Le congrès devra choisir. Il dira s'il est partisan de l'établissement immédiat d'un contrat d'alliances, comme le préconisent un certain nombre de textes fédéraux, ou bien si le Parti doit continuer dans de très belles discussions théoriques, à chercher le point d'appui où on pourra peut-être un jour appliquer le levier P.S.U. A supposer d'ailleurs que le P.S.U. constitue encore un levier ce jour-là...

Un grand nombre de fédérations débattent et rejettent les discussions abstraites qui leur semblent parfois byzantines. Nombreux sont ceux qui marquent même une certaine impatience contre le nombre de textes qui ont été communiqués ; je me demande ce qu'ils penseront le jour où ils liront cette table ronde.

Sur le problème principal, le questionnaire a été envoyé par la Commission à tous les courants, toutes les options définies. Quatre ont répondu ; il n'a pas dépendu de la commission que les deux autres courants n'aient pas voulu ou pas pu répondre. Cela ne nous regarde pas, mais nous a contraint à lever l'anonymat des textes que nous voulions préserver. Nous aurions préféré que les options soient prises sans que se profile derrière une initiale ou le nom de camarades qui personnalisent le débat. Quatre réponses nous sont donc parvenues. Nous avons constaté, et nous ne sommes pas seuls, et sans nous être le moins du monde concertés, que sur le problème principal des alliances, il n'existait pas de divergences fondamentales entre ces 4 textes publiés dans « Directives » de juillet. Les camarades des Ardennes, des Pyrénées-Orientales, de la Loire-Atlantique, de l'Ille-et-Vilaine, de Villeneuve-la-Roi et d'autres, sans doute, ont spontanément pensé qu'il faut demander à ces camarades de rédiger un texte unique afin que le Congrès puisse se prononcer en toute clarté. Nous pensons qu'ils peuvent le faire et s'ils peuvent le faire, ils doivent le faire.

Denecker. — Desson vient d'exprimer la possibilité d'un choix pour le parti entre le contrat d'unité et une discussion théorique qu'il a plus ou moins ridoillisé. Je pense personnellement que le débat auquel nous avons assisté montre que les problèmes sont beaucoup plus complexes. Il n'y avait pas sur ces problèmes d'opposition aussi fondamentale que notre camarade a bien voulu le dire.

A propos du désir de certains camarades de province de voir fusionner 4 textes, je crois qu'il faut mettre le parti en garde. En ce qui me concerne, je suis un adversaire résolu de toute politique des clivages, à maintenir coûte que coûte des tendances. Le parti avait à se prononcer sur un questionnaire, à répondre à des questions sur le programme, les objectifs prioritaires, les alliances, la conception du parti, les structures ; non pas à se prononcer sur la fusion de 4 textes.

Je crois qu'il y a un certain déplacement du problème fondamental qui se pose à notre congrès. Les camarades ont à choisir, non pas la fusion des 4 textes préfabriqués qui sont les séquences d'un congrès qui a été mauvais et qui a failli nous être néfaste, mais des positions politiques en fonction des questions posées et en fonction du débat très ouvert que nous essayons d'instaurer dans le Parti.

★

Une tribune libre sur cette question sera ouverte dans le numéro de TRIBUNE SOCIALISTE paraissant le samedi 19 octobre. La copie devra parvenir à la commission de préparation du Congrès pour le samedi 12 octobre, dernier délai.

CONTRE LA MISÈRE DES HOPITAUX

Une fois de plus les syndicats de la Santé publique ont lancé une action ayant pour but d'alerter l'opinion publique sur la misère des hôpitaux et d'obtenir de meilleures conditions de travail pour le personnel hospitalier. Les organisations C.G.T. et F.O. avaient décidé deux journées d'action revendicative pour les 30 septembre et 1^{er}

octobre, les débrayages et les manifestations ne devant pas compromettre la sécurité et les soins des hospitalisés.

Dans un tract commun distribué aux usagers des hôpitaux et au personnel, les syndicats C.G.T. et F.O. de l'Assistance publique, des hôpitaux psychiatriques et établis-

sements départementaux de la Préfecture de la Seine ont dénoncé l'insuffisance de l'équipement hospitalier. Ce dernier est caractérisé notamment par le manque de lits, l'insuffisance des services actuels de prévention et de consultation, la vétusté des locaux, et d'une façon générale le manque de crédits. Les syndicats s'élèvent éga-

lement contre le surmenage du personnel hospitalier, demandant un accroissement des effectifs et des conditions de travail normales (40 heures en 5 jours).

A noter que la grève a surtout été suivie en province en raison de l'influence de Force Ouvrière qui, seule, avait donné un mot d'ordre ferme d'arrêt de travail.

DEBATISSE SE HEURTE AU MARCHÉ

COMMUN ET AU GOUVERNEMENT

L'E.C.N.J.A. (Centre national des jeunes agriculteurs) a tenu récemment à Paris ses journées d'études annuelles. Michel Debatisse, bientôt atteint par la limite d'âge (trente-cinq ans), a fait une de ses dernières apparitions comme secrétaire du mouvement.

Dans son rapport moral, l'auteur de *La Révolution silencieuse* a estimé que le revenu des agriculteurs avait augmenté deux fois moins que celui du reste de la population, mais il a ajouté que « cette situation globale des revenus recouvrait des situations fort diverses par productions, par régions et par types d'exploitations. »

En ce qui concerne les prix des produits agricoles, le responsable du C.N.J.A. a proposé l'adoption d'un sys-

tème de compensation s'inspirant du système britannique des « deficiency payments » qui consiste à maintenir les prix à des niveaux très bas, l'Etat compensant la différence entre les prix réels du marché et les prix garantis fixés chaque année (ce qui revient à faire payer à l'Etat 75 p. 100 du revenu des paysans britanniques d'ailleurs beaucoup moins nombreux que les nôtres).

Cependant Debatisse voit à l'adoption de ce système un triple avantage :

1^{er} — les prix agricoles n'auraient plus besoin d'être soumis à des pressions (blocages, importations de choc, etc.) en période d'inflation, ce qui favoriserait les producteurs ;

2^e — les travailleurs à faible salaire, par conséquent peu imposés, seraient avantagés par rapport à ceux qui disposent de revenus élevés ;

3^e — la subvention annuelle pourrait être établie de façon à avantager les petits agriculteurs qui profitent infiniment moins que les gros de la hausse des produits, du blé en particulier.

Il importe de souligner toutefois que cette conception dirigiste de la production agricole se heurte directement aux règles du Marché commun fondées sur la « vérité » des prix et la suppression des subventions à la production, le refus de la

Grande-Bretagne de renoncer à son système de « deficiency payments » ayant contribué à l'échec des pourparlers avec les autres pays européens.

Michel Debatisse a également insisté sur l'aspect dramatique de la reconversion agricole, indiquant qu'entre 1954 et 1962 un million trois cent mille personnes actives, soit 21 p. 100 de la population agricole, ont quitté la terre. Evoquant « l'émotion suscitée par les problèmes de reconversion dans les charbonnages grâce à l'effort du syndicalisme ouvrier et la passivité qui a entouré le départ des agriculteurs », le secrétaire général du C.N.J.A. a insisté sur le fait « qu'en huit ans, soixante-deux mille personnes seulement ont quitté les industries extractives, soit vingt fois moins qu'en agriculture ». Il a déploré que rien n'ait été fait pour l'accueil et la reconversion de ceux qui sont chassés de la campagne et que « leurs terres, accaparées par ceux qui disposent de moyens financiers suffisants, n'aient pas été utilisées à améliorer le sort de ceux qui restent ».

Enfin Debatisse a regretté que le gouvernement ait refusé les moyens financiers indispensables au remembrement, au fonctionnement des sociétés d'aménagement foncier (S.A.F.E.R.), à l'augmentation du prêt d'installation des jeunes agriculteurs, retardant ainsi la transformation en profondeur de l'agriculture et faisant

le jeu des dirigeants « traditionnels » de la paysannerie qui, sans le dire franchement, ne souhaitent pas cette transformation. Voilà une prise de position que n'appréciera guère le pouvoir gaulliste, venant d'un milieu qui ne lui était pas, a priori, hostile.

M. C.

L'U.N.E.F. pour la réforme de l'Université

L'U.N.E.F. a tenu le samedi 28 et dimanche 29 septembre une assemblée générale au cours de laquelle elle a décidé une campagne pour l'obtention du salaire d'étude « dans le cadre d'une loi-programme liée à la réforme de l'Université ».

Cette décision, conforme aux résolutions du congrès de Dijon, a rencontré l'opposition d'A.G. de province (Lille, Caen, Grenoble, Toulouse, Rouen, etc.) qui, faisant état de la baisse de combativité des militants, soutenaient que l'accent devait être mis sur l'amélioration immédiate de la condition sociale de l'étudiant. Par ailleurs, la tendance communiste « orthodoxe » a contesté l'existence d'un « milieu étudiant » et insisté sur la « prise de conscience des étudiants » les plus défavorisés qui devaient susciter l'action revendicative. Le bureau national de l'U.N.E.F. doit donc lutter à la fois sur sa droite et sur sa gauche.

Malgré cette double opposition, la résolution adoptée indiquait que « l'U.N.E.F. refuse de se laisser enfermer dans des revendications de défense au jour le jour et d'améliorations purement quantitatives... tout en précisant qu'elle soutenait les actions engagées par la province sur le plan local, notamment sur le prix des chambres ».

A la suite de ce débat, trois membres du bureau national ont démissionné et ont été remplacés.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du P. S. U., 3, rue Henner, Paris (9^e)).

Notre amie Agnès HUMBERT

UNE femme admirable, notre amie, vient de succomber, après une lutte héroïque, la dernière, contre le seul adversaire qui gagne toujours. Bien qu'elle soit née à la fin du siècle dernier, et qu'elle ait passé quatre ans dans les bagnes hitlériens, si grande était sa vigueur intellectuelle, si inlassable sa générosité et sa vaillance que l'on peut dire qu'elle est morte jeune.

Agnès Humbert, conservateur des Musées nationaux, écrivain et professeur d'histoire de l'Art, secrétaire générale de l'Association France-Yougoslavie, qui fut dès 1934 de ces intellectuels que l'on n'appelait pas encore engagés, adhéra à notre parti dès la formation du P.S.A. Elle eut un rôle déterminant, et combien efficace, dans la réalisation des Centres d'Etudes socialistes.

Elle fut, avec quelques amis, fondatrice du premier réseau de la Résistance française. A la mémoire de neuf de ses camarades qui y tombèrent est dédié le livre de souvenirs où, au début de 1956, elle raconta, très simplement, *Notre guerre*.

Son courage et sa rare présence d'esprit lui permirent de couper la filière, d'éviter que soient arrêtés, à sa suite, en avril 1941, ses amis (les nôtres, morts ou vivants) Pierre Brossette, Jean Cassou, d'autres encore : mise dans un taxi que les policiers nazis firent stationner rue Monsieur-le-Prince, devant le domicile de Collette et Jean Duval, où le groupe était réuni, elle entendait les batte-

ments de son cœur, mais sut garder un visage impassible.

Le courage, l'ardeur à vivre de notre amie lui permirent de revenir et, pendant dix-huit ans, de se consacrer à son beau métier et... aux tâches les plus généreuses. La place m'est mesurée pour dire tout ce que l'estime et l'affection me dicteraient. Je veux seulement ajouter, justement à l'adresse de nos jeunes, pour qui « leur guerre » fut la guerre d'Algérie, qu'Agnès fut aussi de celle-là, et je sais les messages et les colis (des camions pour Noël) qui passèrent par ses mains vers les résistants algériens détenus à Fresnes et leurs familles entassées dans le bidonville de Nanterre.

Que ses enfants et ses proches trouvent ici l'expression de notre sympathie et de notre chagrin.

M.-L. L.

L'unité syndicale est possible par la représentation démocratique des tendances dans une centrale ouvrière unique.

Bandeau 20 x 50
Prix : 0,06 F pièce. C.C.P. 58-26-65
Payer à la commande :
54, boulevard Garibaldi, Paris.

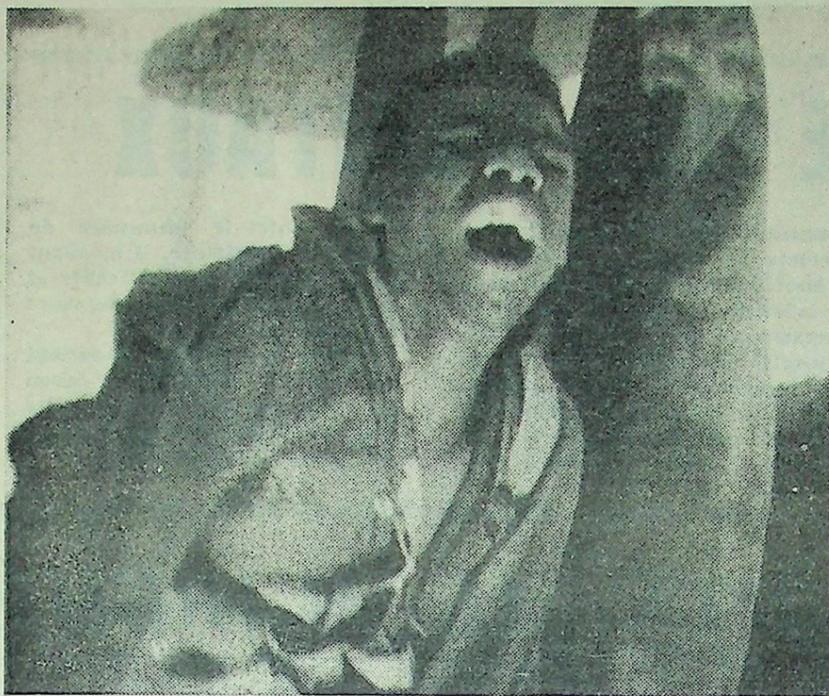
Cinéma
PANTHEON 13, rue Victor-Cousin
ODE 15-04
Permanent de 14 h. à 24 h.
Semaine du 2 au 8 octobre
8 1/2
de FELLINI
En version originale

STUDIO 13 43, Faubourg Montmartre
PRO. 63-40
Semaine du 2 au 8 octobre
Amélie ou le temps d'aimer

TRIBUNE Socialiste
HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE
● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e)
● Rédaction : 8, rue Henner Paris (IX^e)
Tél. : SUF 19-20 Tél. : PIG 65-21
● Publicité : Geneviève Mesgutche 6, Avenue du Maine Paris-14^e. Tél. : LIT 19-39.
Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris
Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
3 mois 7,5 F
6 mois 15 F
1 an 28 F
Soutien 50 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
52-61, rue La Fayette Paris (9^e)



Théâtre "FILS DE PERSONNE"

de Henry de Montherlant

FILS DE PERSONNE est une pièce sur l'enfance martyre. Le petit Gillon est le martyr d'un père fou et d'une mère folle. C'est ainsi que M. de Montherlant résumait sa pièce à Claude Sarrate venue l'interroger avant la première représentation, pour la reprise actuelle (1). Créée en 1943, « Fils de personne » constitue l'une des trois ou quatre pièces les plus connues de l'auteur des « Olympiques ». Elle est avant tout la matérialisation d'un conflit père-fils d'autant plus exacerbé que le père incarne ici toutes les idées reçues sur le devoir, les convenances. On aime ou l'on n'ai-

me pas Montherlant, ce style ampoulé faussement simple, cette préciosité d'un langage « français ». L'idéologie de l'homme de droite y transparaît clairement, mais, paraît-il, certaines femmes de « gôche » aiment la domination du mâle qui s'exprime aussi bien dans ses romans sportifs que dans ses pièces aussi sacrées soient-elles. Je m'écarte du sujet ? A peine.

Interprétation théâtrale à souhait avec Fernand Gravey, Patrick Maurin, François Leccia sont de bons enfants prodiges.

E. C.

(1) Théâtre des Mathurins.

MUSIQUE

AURIC TIENT SON PARI

LORS d'une conférence de presse, Monsieur Georges Auric, nouveau directeur de l'Opéra, avait déclaré : « ou je monterai Wozzeck au mois d'octobre, ou je donnerai ma démission, et je dirai pourquoi ».

Le 27 novembre, l'Opéra donnera sa première représentation de « Wozzeck », d'Alban Berg, sous la direction de Pierre Boulez. Le choix de Pierre Boulez est significatif du soin qui est apporté à la réalisation de l'œuvre. Wozzeck est certainement l'œuvre la plus représentative du théâtre lyrique contemporain. Cette représentation et les suivantes seront donc le grand événement musical de l'année.

L'argument de Büchner, montre un pauvre homme que sa condition misérable conduit au crime et à la folie.

La musique de « Wozzeck » est écrite presque entièrement selon la technique sérielle. La série remplace la mélodie classique avec ses thèmes en huit mesures généralement, car il y a des expositions, (par exemple la V^e Symphonie de Beethoven dont le thème est en quatre notes). La gamme chromatique est composée de douze sons, si les sons sont disposés dans un certain ordre le compositeur obtient une série, il la présentera de nouveau, récurrente, renversée, récurrente et renversée, etc. Si la série présente les douze sons de la gamme la musique sera dite dodécaphonique, si au contraire elle ne présente qu'un certain nombre de ces douze sons elle sera dite sérielle. La musique dodécaphonique est donc une musique sérielle, mais la musique sérielle n'est pas forcément dodécaphonique. Il faut noter qu'il ne s'agit là que d'un système analogue à la fugue par exemple, et que par conséquent, si le musicien contemporain se doit de connaître la technique sérielle, il ne peut espérer avec elle une panacée capable de résoudre tous ses problèmes.

La musique est écrite d'une manière symphonique encore que selon l'auteur personne ne doit s'en apercevoir ; pour donner un exemple je citerai la troisième acte dont les cinq mouvements sont traités comme une série d'inventions : 1) Sur un thème.

2) Sur une note. 3) Sur un rythme. 4) Sur un accord de six sons. 5) Sur une tonalité. 6) Sur un rythme obscur. Il y aurait encore beaucoup à dire sur cette œuvre originale qui n'est d'ailleurs pas exempte de critiques si je disposais de la place nécessaire, mais je vous conseille vivement d'y aller car c'est un événement à ne pas manquer, je me réserve d'y revenir après coup.

On regrettera que l'Opéra ait augmenté considérablement le prix de ses places. L'amphithéâtre qui est réservé aux « purs » dont la bourse est modeste voit ses places portées au prix prohibitif de 13 F. Je sais que l'on demandait 15 F pour Lawrence d'Arabie, au cinéma, mais ici il s'agit de l'Opéra, théâtre national pour tous !

Disques de la quinzaine : Musique baroque

La musique baroque est celle de l'époque de J.-S. Bach que je traiterai généralement à part. Je signale aujourd'hui de lui, trois concertos pour le piano qui viennent combler une lacune depuis la disparition du catalogue des mêmes enregistrements joués par la claveciniste Roesgen-Champion en 78 tours. Transposition de concertos pour le violon, ils valent surtout par le style de l'interprète Vasso Devetzi malgré un timbre voilé de l'orchestre. Philips 02.297. Les deux disques suivants vous donnent un échantillon des talents de Vivaldi et aussi une gamme de concertos différents, vous aurez en effet non seulement quelques auteurs comme Hesse, Marcello, Quantz, mais aussi les instruments suivants : basse, clavecin, guitare, harpe, flûte, piccolo, mandoline et hautbois. Cet échantillonnage est excellent pour connaître le timbre particulier de chaque instrument, vous apprécierez la fantaisie et malgré cela la rigueur des concertos pour guitare. Philips 00.555, pour mandoline, et pour basse. Club Français du disque N° 287. Il faut acheter ces deux disques ensemble. Enregistrement et fidélité remarquables dans les deux cas.

Pierre Bourgeois.

AMELIE

ou le temps d'aimer

de Michel Drach

Voilà ce qu'on peut appeler, dans le meilleur sens du mot, un film de propagande : Marker fit, il y a déjà quelque temps, le voyage de Cuba, et en fut conquis, comme tous ceux qui y vont avec l'esprit dégage de préjugés. Le croquis qu'il nous offre n'est plus tout à fait « à jour », mais bien peu de choses ont changé depuis : l'enthousiasme est toujours solide, et il y a toujours un million de personnes quand Fidel parle place de la Révolution.

L'on sait que la censure a retardé longtemps la sortie du film de Marker : les coupures qui ont été, me dit-on, pratiquées ne sont pas essentielles, et le film garde toute sa valeur de témoignage, multipliée par la sensibilité de son auteur. Une raison supplémentaire, peut-être, d'aller le voir, si vous n'êtes pas convaincus : tous les cinéastes cubains que j'ai rencontrés m'ont dit que Cuba Si était le meilleur des films faits sur Cuba (y compris naturellement les leurs).

P.-L. Thirard.

P. S. — Au même programme que Cuba Si, un distributeur factieux fait projeter Les chemins de la mauvaise route, de Jean Herman. On pense mélancoliquement qu'avoir des ennuis avec la censure n'est pas une garantie de qualité, et même de sérieux dans les idées — cette anatomie d'un blouson noir, soigneusement exempté de toute idée directrice mais non des pires prétentions formelles, est parfaitement inintéressante. Plutôt que de sacrifier aux modes du « cinéma-vérité », Jean Herman devrait poursuivre ses recherches techniques sur l'animation image par image.

SELON que vous serez mélancolique ou non, vous aimerez ou n'aimerez pas « Amélie, ou le temps d'aimer ». Sur le thème de ce qu'il est convenu de nommer les adolescentes, Michel Drach (à qui l'on doit déjà un insolite « On n'entre pas le dimanche ») a réalisé un film anachronique et tout en délicatesse qui agacera les esprits réalistes. D'autant que l'interprétation n'est pas toujours à la hauteur des intentions du metteur en scène. Seuls, Jean Sorel (Alain) et Sophie Daumier (Emmanuelle) réussissent dans des registres très différents (l'amoureux ténébreux, la belle-fille papillonnante) à tirer leur épingle du jeu. Marie-José Nat (Amélie), je la trouve pour ma part un peu trop figée dans ses robes à jabot et ses soupirs de provinciale déracinée.

Mais le romantisme est moins affaire de colifichets que d'un certain dépaysement, d'une certaine gravité sentimentale. Michel Drach, admirablement servi par son chef opérateur et le cadre du Mont Saint-Michel, a su parer « Amélie » de tous les mirages de l'irréalité. Il a fait un film hors du temps. Un film au bord des larmes. Mais encore une fois, vous n'êtes peut-être pas disposé à respirer le doux parfum de la mélancolie.

Jean-Jacques Vernon.

Livres

LE PRIX

TRIBUNE SOCIALISTE : 12 auteurs en présence

LE prix « Tribune Socialiste » sera décerné, pour la première fois, le 10 octobre prochain. Ce prix a été créé pour distinguer, dans la masse des livres politiques, une œuvre qui serait utile au militant.

Afin de faire un premier tri, la rédaction de « Tribune » a dépouillé tout ce qui paraissait, ou tout au moins la plupart des livres. Il y a eu, bien sûr, des oublis, et c'est pourquoi notre choix ne lie pas les membres du jury, mais nous avons essayé de couvrir l'éventail de la production actuelle. Chacun, dans sa spécialité, a proposé un livre qui lui semblait, par quelque point, devoir intéresser les militants politiques.

Les problèmes de journalisme sont traités dans le livre de Claude Estier : « La Gauche hebdomadaire ». Ce livre décrit l'histoire des prises de positions politiques depuis la guerre de 1914-1918. Chaque idée a trouvé une tribune journalistique, et dans le beau livre de C. Estier on peut suivre la vie et la mort d'une idée : les hommes s'assemblent, luttent, puis se dispersent. Le journal cesse alors de paraître et un autre journal reprend le flambeau.

Les problèmes de la femme, problèmes tellement négligés en général par les militants politiques, sont traités dans le livre d'Evelyn Sullerot. Cette jeune sociologue a écrit l'histoire de « La Presse féminine ». Là, c'est l'idée de féminisme et du droit des femmes qui se manifeste à travers la presse. A chaque époque l'idée de la femme fut représentée différemment et Evelyn Sullerot, avec une grande science, analyse le développement de cette idée.

P.-M. de la Gorce traite des problèmes militaires dans « La République et son Armée ». Le sujet est d'actualité.

Jean Dru, pseudonyme pour couvrir un groupe de militants de gauche, engage le parti communiste à faire le « Paris démocratique » en s'intégrant à une politique de front commun. Pierre Drouin, éminent économiste, donne une excellente analyse dans « L'Europe et le Marché commun ».

« L'Histoire des Révolutions en 1.000 images » est un très bel album contenant, comme son nom l'indique, 1.000 photos qui retracent l'histoire des révolutions dans le monde. Claude Manceron a réalisé un beau livre, accessible à tous, d'une belle inspiration romantique.

Nous avons déjà parlé du livre d'Emmanuel d'Astier : « Sur Staline ». Le style de d'Astier est, comme toujours, très beau. C'est le reflet d'une conscience inquiète, qui, à travers Staline, s'interroge sur la vie, la politique, la responsabilité.

« La Révolution silencieuse », de Michel Debatisse, traite du problème paysan, problème actuel et important.

« D'une Algérie à l'autre », par Alain Jacob, est écrit par un journaliste expérimenté, qui a vécu en Algérie d'hier et qui a assisté à la naissance de l'Algérie d'aujourd'hui.

« L'Histoire du fascisme », par Robert Paris, traite de cette histoire peu connue mais qu'on ne devrait jamais oublier.

« Le Front populaire », de Daniel Guérin, est le premier ouvrage qui fait l'historique précis de cette époque encore si proche.

« Le Parti bolchevique » est, de Pierre Broué, un livre d'histoire, détaillé, bien documenté, utile à lire.

Comment vont choisir les membres du jury ? Il y a parmi eux des économistes, des hommes politiques, des journalistes, et avec Colette Audry et Jean-François Revel des représentants éminents de la littérature. Chacun, bien sûr, aura tendance à choisir dans sa propre spécialité. Mais après des discussions, dans lesquelles chacun tentera de convaincre les autres, le vote, moyen démocratique par excellence, départagera les antagonismes, pour qu'une main innocente puisse poser la couronne de laurier sur le front du vainqueur.

O. Hahn